

Constantin Ardeleanu, The European Commission of the Danube, 1856–1948. An Experiment in International Administration, Leiden (Brill Academic Publishers) 2020, XIV–380 p., num. ill. (Balkan Studies Library, 27), ISBN 978-90-04-41253-8, EUR 149,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Emmanuel Bioteau, Angers

Pour qui ne connaît pas de prime abord l'espace danubien, un ouvrage portant sur la mise en place de la Commission européenne du Danube de la seconde moitié du XIX^e siècle à la première moitié du XX^e siècle peut surprendre. Dans le bassin danubien comme ailleurs en Europe cette période est certes marquée par maints conflits européens, lesquels ont pu faire l'objet d'innombrables travaux à la richesse indéniable. Mais les positions des experts, qui conduisirent à l'amorce puis à l'institutionnalisation de cette coopération aux confins de l'Europe centrale et orientale, demeuraient assez peu connues jusque-là.

Fortement documenté en particulier sur la coopération à l'échelle du Bas Danube, des Portes de Fer à la Mer Noire, l'ouvrage y consacre un chapitre spécifique et met en exergue cet espace géographique au fil des analyses. Si effectivement c'est sur ce tronçon du Danube que se concentrent au XIX^e siècle les débats au sein de l'empire austro-hongrois concernant le Danube médian, de Vienne jusqu'aux Portes de Fer, ceux-ci sont peu abordés par l'auteur, même s'il remobilise des dissonances laissant entrevoir les futurs découpages frontaliers du XX^e siècle.

Constantin Ardeleanu, s'inspirant des approches les plus récentes en histoire transnationale et sur les relations internationales en lien avec les enjeux sécuritaires, vise avant tout par son sujet à rendre intelligibles les points de vue d'experts et les controverses entre États (ou empires) au sujet du fleuve et de son internationalisation. La relecture des faits dans leurs dimensions internationales, à l'échelle du fleuve considéré comme un ensemble, justifie en effet la centration sur la région du Bas Danube laquelle cristallise alors les enjeux frontaliers entre empires. Là encore, le chapitre 8 consacré à la construction nationale roumaine, s'il fixe un unique regard régionalisé, apporte un éclairage opportun à une échelle autre que celle du fleuve considéré dans son ensemble. Il illustre la manière par laquelle la coopération vue en tant qu'outil de résolution de conflits a pu, malgré cette intention originelle, être également support d'affirmations nationales jusqu'à lors ignorées ou entravées.

L'enquête ici conduite propose à son lecteur trois principaux champs d'analyse. Nous nous proposons ici de les détailler et d'en montrer la portée, sans nécessairement suivre l'ordre des thèmes et des chapitres proposés dans l'ouvrage. Il ne s'agit en aucun



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

cas de remettre en cause cet ordre initial, mais bien de montrer au travers de cette recension, la très grande richesse induite par la complémentarité entre les chapitres; leur ordonnancement dans l'ouvrage fait sens, montre une évolution depuis les enjeux relevés jusqu'à leurs résolutions par des traités (chapitre 6), par l'implication d'acteurs qui à leurs échelles individuelles rendent compte de leur vécu de cette expérience transnationale naissante (chapitre 7), ou encore des effets régionaux de la coopération (chapitre 8).

L'une des principales portes d'entrée (et l'un des apports les plus importants) de l'ouvrage porte sur l'environnement politique et diplomatique du moment, et s'attache aux raisons de l'engagement dans la coopération, qui reflètent les compétitions inter-impériales. Concernant cet aspect, notons la mise en exergue par l'auteur des divergences de points de vue entre empires ou entre voisins, dans un premier chapitre consacré à la russophobie. Le second chapitre est ainsi intégralement consacré à la »Question danubienne«. Le fleuve devient in fine le lien unique entre ses populations riveraines d'une part, et support possible d'un dialogue entre puissances danubiennes d'autre part. En ce sens, l'ouvrage pose des jalons permettant de rendre intelligibles les représentations du fleuve et ses significations symboliques bien au-delà de sa composante géopolitique. Le troisième chapitre aborde ces enjeux au travers de quelques illustrations des sujets de l'époque, comme en écho à la période actuelle: migratoires, ou en lien avec des conflits frontaliers latents.

Le second filtre d'analyse, que l'auteur pose en troisième porte d'entrée de sa proposition, repose sur l'enjeu clef de la navigation. Devenant fleuve international par les différents accords et traités exposés aux chapitres 3, 4, 5 et surtout 6 (intégralement consacré à ces traités), le Danube fait alors l'objet de coopérations reposant sur un projet fondateur (chapitre 4): le rendre navigable et en ce sens l'aménager.

Mais là n'est pas l'axe majeur de l'ouvrage. Celui-ci entre rapidement, et dès le troisième chapitre sur l'approche des transformations organisationnelles et institutionnelles d'une organisation internationale naissante, laquelle se construit en miroir de la coopération rhénane. L'une et l'autre pouvant être considérées comme précurseurs de la mise en place des organisations transnationales en règlement des principaux conflits européens qui suivront, l'auteur s'attache à rendre compte de la variété des points de vue et des vécus des bureaucrates en charge de l'animation et de la coordination de cette coopération (chapitre 7), des négociations et de leurs controverses (chapitre 6), des ajustements commerciaux et monétaires comme des accords douaniers naissants (chapitre 5). Ces différents thèmes ou sujets donnent à voir, et par une très grande richesse analytique, la complexité des jeux entre acteurs et des négociations conduites par eux.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

En cela, Constantin Ardeleanu offre au-delà de son objet danubien un point de vue complémentaire aux travaux portant sur la construction et sur l'animation des coopérations internationales, conduits ces dernières années en Histoire, en Sciences politiques et dans l'ensemble des sciences sociales. Les chapitres 9 et 10 qui viennent clore l'ouvrage sont d'ailleurs construits en ce sens. Leurs perspectives historiques déroulent pour le lecteur un fil qu'il peut suivre pour aborder les controverses et les débats du moment de l'Europe actuelle en permanente construction.

On comprendra dès lors tout l'intérêt de cet ouvrage, lequel déborde son sujet immédiat et engage à une réflexion sur «nos» moments actuels de débats et de controverses, de sorties ou de divorces aussi, dans la construction communautaire européenne. On l'a souvent lu et écrit, la coopération danubienne vient en miroir de la coopération rhénane, l'une influençant l'autre qui la nourrit en retour. Certes les contextes socio-historiques, les trajectoires territoriales, ne sont pas analogues. Mais ce regard projeté vers un passé finalement très récent nous éclaire sur les enjeux et les attermoissements des coopérations transnationales du moment. Dans le contexte danubien, la réactivation des coopérations au travers notamment de la Stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube, se confronte à des problèmes similaires. Ainsi, si l'on excepte peut-être l'enjeu de durabilité qui s'y adosse aujourd'hui, l'actualité des tensions migratoires, des controverses frontalières, de l'influence russe s'exerçant sur cette partie d'Europe et des regards projetés depuis l'Europe rhénane ou l'alliance atlantique, l'enjeu de désenclavement maritime de certains Etats via le renforcement du potentiel navigable du fleuve sont autant de thèmes appréhendés déjà à l'élaboration de la première Commission du Danube. Le sous-titre de l'ouvrage ne trompe pas: il s'agit bel et bien de l'expérimentation d'une administration internationale.

19.-21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85117](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85117)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Elena Aronova, Scientific History. Experiments in History and Politics from the Bolshevik Revolution to the End of the Cold War, Chicago, London (The University of Chicago Press) 2021, X-243 p., 5 ill., ISBN 978-0-226-76138-1, USD 45,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Peter Schöttler, Berlin

Bekanntlich ist das deutsche Wort »Geschichtswissenschaft« in andere Sprachen schwer zu übersetzen und stößt häufig auf Unverständnis. Eine »Science of History«, das könne es doch gar nicht geben! Auch im Französischen wird die Geschichte heute als »weiche« *science humaine* betrachtet, weit entfernt von jeder »exakten« Naturwissenschaft. Das war nicht immer so. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts gab es auch in England oder Amerika Bestrebungen, Geschichte als »objektive« Wissenschaft zu etablieren (etwa bei James Harvey Robinson), und in Frankreich wurde von einer *science de l'histoire* gesprochen, ja sogar von einer *histoire-science*, etwa bei Henri Berr und einigen Autoren seiner »Revue de synthèse historique«. Und von dort zu den historisch-sozialwissenschaftlichen »Annales« von Marc Bloch und Lucien Febvre war es bekanntlich nicht weit. Das vorliegende Buch geht diesen und anderen aus dem Bewusstsein der meisten Historiker verdrängten Spuren erstmals nach. Vornehmlich auf der Basis von russischem Material rekonstruiert die Autorin das oder vielmehr die Projekte einer »Scientific History« vom späten 19. Jahrhundert bis in die 1950er Jahre, ja sogar darüber hinaus: bis zu den neueren Diskussionen um die *big history* unseres Planeten.

Dass Russland im Mittelpunkt steht, hat zum einen damit zu tun, dass die Autorin dort ihre doppelte Ausbildung als Biochemikerin und Historikerin erhielt, zum anderen aber auch und vor allem, dass in den frühen Jahren der Sowjetunion die besondere Bereitschaft bestand, im Namen und im Rahmen des Marxismus die alten Fächergrenzen einzureißen und den Kanon der Wissenschaften selbst wissenschaftlich zu reflektieren. Traditionelle Selbstverständlichkeiten wie die Identifikation von Geschichtsschreibung mit Kunst (heute würde man sagen: mit Literatur) standen damit zur Disposition, während sozialwissenschaftliche Fragestellungen und Methoden gegenüber herkömmlichen, historistisch-individualisierenden Sichtweisen den Vorzug bekamen. Während auf der einen Seite die Weltgeschichte einem marxistischen Modell unterworfen wurde, aus dem sich ein quasi vorhersehbarer »Ablauf« von Produktionsweisen und Gesellschaftsformationen zu ergeben schien, wurde die Detailanalyse dem »Historischen Materialismus« anvertraut, der zum Beispiel bei Nicolai Bucharin als neue Soziologie auftrat. Besondere Bedeutung kam auch der jungen Subdisziplin »Wissenschaftsgeschichte« zu, die marxistische Historiker und sich marxistisch verstehende Naturwissenschaftler



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

miteinander ins Gespräch brachte. Einen besonders sichtbaren Ausdruck fand diese »Synthese« auf dem – heute berühmten – Zweiten Internationalen Kongress für Wissenschafts- und Technikgeschichte, der im Juli 1931 in London stattfand und zu dem erstmals eine große sowjetische Delegation unter der persönlichen Führung von Bucharin eingeflogen wurde. Noch heute werden einige der damals vorgelegten Papiere, wie etwa die Thesen von Boris Hessen über die »Social and economic roots of Newton's »Principia«, als Klassiker der Wissenschaftsgeschichte gelesen und im Blick auf das Verhältnis von »externen« und »internen« Faktoren diskutiert. Auch Aronova stellt diesen Kongress besonders heraus, zumal er für die sowjetischen Wissenschaftler in einem schwierigen, repressiven Umfeld stattfand: 1928 hatte der erste Schauprozess stattgefunden, 1929 wurde Bucharin aus dem Politbüro ausgeschlossen, 1938 zum Tode verurteilt und erschossen. Fast alle in London anwesenden Sowjetwissenschaftler, wie etwa der berühmte Biologe und Genogeograph Nicolai Wawilow, Erzgegner von Trofim Lyssenko, gerieten schon bald in die Mühlen des »Großen Terrors«.

Das Projekt einer naturwissenschaftlich fundierten und selbst »wissenschaftlich« vorgehenden Geschichtsschreibung besaß zwar Anfänge im 18. Jahrhundert, wurde aber vor allem im 19. Jahrhundert von zahlreichen Gelehrten programmatisch formuliert, wobei an erster Stelle der Engländer Henry Thomas Buckle und der Franzose Louis Bourdeau zu erwähnen sind. Beide Historiker, die im vorliegenden Buch überraschenderweise nicht vorkommen, beriefen sich auf den Positivismus von Auguste Comte, der, zumindest anfangs, mit dem Ziel angetreten war, die empirischen Wissenschaften an die Stelle der Theologie zu setzen. Als »positivistisch« werden denn auch die vielfältigen Versuche betrachtet, vor allem mit statistischen Methoden eine größere Genauigkeit in der Analyse sozialgeschichtlicher Phänomene zu erzielen, während die klassische Politikgeschichte aufgrund der Einmaligkeit aller Ereignisse einer »verstehenden« Methodik den Vorzug gab. Allerdings konnten Soziologen wie Émile Durkheim zeigen, dass auch scheinbar extrem individuelle Ereignisse wie »Selbstmord« einer objektivierenden Analyse zugänglich sind, sofern man nicht bloß einzelne »Fälle« erzählen und interpretieren will. Wie die Autorin belegt, fanden solche sozialwissenschaftlichen Einsichten um und nach 1900 sowohl im »szientistischen« Westeuropa als auch in der »materialistischen« Sowjetunion (und schon vorher in Russland) eine breite Resonanz.

Der auffällige Wissenschaftsoptimismus dieser Zeit, der mit eher pessimistischen Geschichtsphilosophien kontrastiert (Spengler usw.), äußerte sich nicht nur in der Gründung zahlloser Institute und Fachzeitschriften, sondern auch in der Bildung großer internationaler Fachgesellschaften und Netzwerke, die sogar die beiden Weltkriege überlebten oder sich neu konstituieren konnten, weil es stets ein Bedürfnis nach internationaler Kommunikation gab, über alle Grenzen und Ideologien hinweg. Während die Autorin in der ersten Hälfte des Buches vor allem den vielfältigen Beziehungen zwischen östlichen und westlichen Forschern



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

nachgeht (etwa im Bereich der botanischen Geographie, wo sie auf die Kontakte zwischen Wawilow und André Haudricourt, einem Mauss-Schüler und Mitarbeiter der »Annales« näher eingeht), liegt der Schwerpunkt im zweiten Teil des Buches bei den Nachkriegsprojekten der UNESCO, wie der großen »History of Mankind« oder den »Cahiers d'histoire mondiale«. Letztere wurden damals von Lucien Febvre aus der Taufe gehoben, und Febvre schrieb auch gemeinsam mit François Crouzet den Entwurf einer nicht-nationalen Frankreich-Geschichte für die Jugend, deren Publikation allerdings unterblieb, weil das Experiment einigen Interessengruppen in der UNESCO nicht gefiel. Dass ausgerechnet dieses ungewöhnliche Buch, das 2012 von Denis und Élisabeth Crouzet erstmals ediert wurde¹, der Autorin keine Ausführungen wert ist, muss erstaunen; sie erwähnt es lediglich. Vermutlich liegt es daran, dass sie ihre Forschungen damals im Wesentlichen schon abgeschlossen hatte und ohnehin kaum französische Literatur und keine französischen Archive benutzt hat. Umso interessanter ist dann im letzten Kapitel ihre Rekonstruktion der Verbindungen zwischen sowjetischen und englischen oder amerikanischen Wissenschaftsforschern, die zum Beispiel in den 1960er Jahren zu einer engen Kooperation im Bereich der Informationstechnologie und Datenverarbeitung führten. Wer weiß heute schon, dass Eugene Garfield, der berühmte Erfinder des »science index« und der automatisierten Zitationsanalyse, die bekanntlich die Rezeption von Forschungsliteratur nachhaltig veränderte, ein ständiger institutioneller und kommerzieller Partner der sowjetischen Informatiker war und den Verkauf der ersten IBM-Computer in die UdSSR vermittelte?

Obwohl dieses Buch, das materialreich über verschiedenste Prozesse der »histoire croisée« berichtet, im geographischen Detail manchmal unausgewogen wirkt und auch in der Abfolge der Kapitel etwas sprunghaft verfährt, gelingt es ihm doch, einen äußerst interessanten Bogen vom 19. Jahrhundert bis in die jüngste Gegenwart zu schlagen und das Verhältnis von Geschichtswissenschaft, Naturwissenschaft und Wissenschaftsgeschichte in einem veränderten Licht darzustellen. Wer immer sich also an der strikten Trennung, ja Entgegensetzung von Naturwissenschaften und Geisteswissenschaften stößt, wird es mit großem Gewinn lesen.

¹ Vgl. Lucien Febvre, François Crouzet, *Nous sommes des sang-mêlés. Manuel d'histoire de la civilisation française*, Paris 2012. Rezension in: [Francia-Recensio 39/2013](#).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

**Nils Bennemann, Rheinwissen. Die
Zentralkommission für die Rheinschifffahrt als
Wissensregime, 1817–1880, Göttingen (V&R)
2021, 314 S., zahlr. Kt. (Veröffentlichungen des
Instituts für Europäische Geschichte Mainz, 260),
ISBN 978-3-525-33605-2, EUR 70,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Martial Libera, Strasbourg

Quelle est la longueur du Rhin? La question pourrait paraître anecdotique. Sauf que ce fleuve est le principal cours d'eau de l'Allemagne, qu'il est chargé d'histoire et entouré de mythes, qu'il est un véritable «lieu de mémoire» transnational, et que des générations d'écoliers allemands apprennent – à tort – qu'il courait sur 1320 km (en réalité 1233 km). C'est par la question de savoir comment, par le passé, la longueur du Rhin a été déterminée que Nils Bennemann nous conduit à appréhender l'histoire de la plus ancienne des organisations internationales contemporaines, celle de la Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR), instituée en 1815 par le Congrès de Vienne. Il le fait sous un angle original et passionnant en se demandant si la création de savoirs et de connaissances scientifiques peut être un moyen pour une organisation internationale d'asseoir son pouvoir et d'affirmer son rôle sur la scène internationale. À la croisée de l'histoire des sciences, de l'histoire des relations internationales, de l'histoire des organisations mais aussi de l'histoire économique et sociale, l'ouvrage de Nils Bennemann, issu d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine, rédigée sous la direction de la professeure Ute Schneider à l'Institut historique de l'université de Duisbourg-Essen et achevée à l'Institut Leibniz d'histoire européenne de Mayence, nous plonge dans une multitude de problématiques au cœur des recherches les plus actuelles. Celles d'abord relevant de l'histoire des sciences, à l'exemple de la production et de la circulation de savoirs dans un contexte international, ce qui conduit l'auteur à analyser les procédures et les critères arrêtés par la CCNR pour parvenir à des résultats scientifiques consolidés. Celles aussi propres à l'histoire des relations internationales: Nils Bennemann interroge aussi bien la formation, la culture politique, scientifique et économique, que les motivations des diplomates et des personnels détachés à la CCNR par les États membres, mais également le fonctionnement de l'organisation internationale, ses procédures de travail et de décision ou encore l'émergence d'une communauté épistémologique, à laquelle concourt l'action de la CCNR.

Pour mener à bien ses recherches, Nils Bennemann a travaillé dans pas moins de 20 centres d'archives et bibliothèques universitaires répartis en Allemagne, en France et aux Pays-Bas, ce qui s'explique tout autant par la nécessité d'analyser les positions des différents acteurs étatiques de la CCNR – français, néerlandais, mais aussi



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

allemands, c'est-à-dire du Bade, de Bavière, de Hesse, de Nassau et de Prusse – que par la dispersion des archives de la CCNR, dont le siège, d'abord en Allemagne – à Mayence puis à Mannheim – a été transféré à Strasbourg après la Première Guerre mondiale. Les archives vues par l'auteur sont judicieusement complétées par de nombreuses sources imprimées et une très riche bibliographie, qui prend parfaitement en compte les travaux les plus récents touchant à l'histoire de la CCNR comme à celle des organisations internationales au XIX^e siècle et, bien sûr, à l'histoire des sciences ou aux questions cartographiques, au cœur du livre. Édité dans la très belle collection des publications de l'Institut d'histoire européenne de Mayence, l'ouvrage est d'une facture impeccable. Ses annexes sont fort utiles: elles comprennent la liste des diplomates de chacun des États membres mais aussi une vingtaine de cartes en couleurs des différentes parties du Rhin, qui rendent palpables le travail des membres de la CCNR.

Après une introduction solidement charpentée et un chapitre de présentation de la Commission centrale, qui explicite sa structure organisationnelle et ses principes fondateurs – la liberté de navigation sur le Rhin –, le livre s'organise autour de trois chapitres thématiques qui s'articulent chronologiquement. Le premier, intitulé «mise en perspective», traite, pour les années 1817–1846, du calcul de la longueur du Rhin après avoir rappelé l'état des connaissances scientifiques sur le Rhin – le *Rheinwissen* – au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. Sous le titre d'«objectivation», le deuxième chapitre appréhende entre 1846 et 1861 la question de la navigation sur le Rhin et des moyens mis en place par la CCNR pour son amélioration. Il montre que l'étude de ces questions conduit à l'émergence d'une communauté épistémologique et à l'établissement de procédures communes. Quant au dernier chapitre, qui couvre la période 1846–1880, il s'intéresse à la «standardisation» des cartes, ce qui implique le choix de standards cartographiques par différents organes décisionnels internes à la CCNR, mais ne va pas sans rapports de force entre pays membres qui tentent, pour des raisons de prestige et de reconnaissance de leur expertise nationale, d'imposer leur modèle cartographique comme standard de l'organisation.

Au-delà des thématiques scientifiques et techniques au cœur de l'ouvrage, les conclusions de l'auteur sont éclairantes à plus d'un titre et marquées par toute une série d'ambivalences. Sur la question des institutions et du fonctionnement de la CCNR, Bennemann rappelle ainsi que «le Rhin de la CCNR [est] un Rhin des États riverains, de leur gouvernement et de leur administration» (p. 247). Il n'est pas ouvert à d'autres acteurs. Au sein de la CCNR, dont les institutions sont intergouvernementales, le pouvoir revient aux États qui décident par consensus des politiques à mener. Les représentants des différents ministères des Affaires étrangères et des Travaux publics y exercent un pouvoir presque sans partage, alors que les acteurs locaux de la navigation et du commerce n'y sont que très peu représentés. L'auteur souligne ensuite la continuité de l'institution dans un contexte de révolutions, tant en France qu'en Allemagne, mais

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85120](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85120)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

montre que la constitution de l'Empire allemand en 1871 – l'éviction de la France remplacée par un représentant d'Alsace-Lorraine – est ambivalente, la politique prussienne, jugée agressive par les petits États allemands, conduisant in fine à une meilleure coopération au sein de la CCNR. De la même façon, à l'âge d'or des États nations et dans un contexte international marqué par un fort nationalisme, la coopération au sein de la Commission centrale se double souvent d'une âpre concurrence, notamment entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Bennemann analyse aussi l'ambivalence de l'internationalisation voulue par la CCNR, parfois rejetée par les États membres, qui se développe finalement de façon spontanée à partir des acteurs de terrain, mais sans que l'on puisse pour autant parler du développement d'une véritable conscience européenne. Au sein de la CCNR, la montée en puissance de nouveaux acteurs – les techniciens et les inspecteurs – sur la scène internationale s'avère déterminante. Dotés de solides bagages scientifiques, ils contribuent de façon essentielle au développement d'une culture scientifique et d'expertise internationale. Ce qui est également central, c'est l'impact de ce *Wissensregime* sur le développement économique rhénan.

À la fin de son ouvrage, l'auteur explique que des recherches similaires gagneraient à être menées, dans une perspective comparative, sur d'autres commissions fluviales internationales, voire même sur d'autres organisations internationales du XIX^e siècle. Quoi qu'il en soit de ses recherches futures, Nils Bennemann, nous offre, avec ce livre aux perspectives originales, une meilleure compréhension de l'histoire de la CCNR, qui reste encore beaucoup trop méconnue. À ce titre, on peut regretter que l'auteur ait restreint son champ d'étude aux seules »prérogatives« scientifiques de cette organisation internationale qu'il aurait pu aborder de façon plus globale.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Juliane Brauer, Zeitgefühle – Wie die DDR ihre Zukunft besang. Eine Emotionsgeschichte, Bielefeld (transcript) 2020, 427 S., 54 s/w Abb., ISBN 978-3-8376-5285-7, EUR 45,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Anne-Marie Corbin, Paris

Juliane Brauer, chercheuse au Marx-Planck-Institut für Bildungsforschung à Berlin, est spécialisée dans l'étude de l'histoire des émotions. L'ouvrage présent, son habilitation, traite de la RDA sous un angle nouveau, les affects que l'on repère au travers des *Lieder* chantés lors des manifestations officielles, récréatives ou scolaires. La photo qui illustre la page de couverture montre une chorale d'enfants d'une dizaine d'années sous la direction d'un enseignant qui joue de l'accordéon, l'objectif étant d'étudier la tranche d'âge de 6 ans à 25 ans, intégrée dans les organisations de jeunesse.

L'ouvrage s'appuie sur de nombreux documents: des recueils de chansons, des revues, les comptes rendus des chorales, les programmes pédagogiques imposés aux écoles, les directives du SED et les comptes rendus de la Stasi. Juliane Brauer ne se contente pas de décrypter les textes, mais analyse aussi ce que véhicule la musique. Les titres des chapitres montrent quelles valeurs la RDA voulait faire émerger: le patriotisme, la confiance, l'authenticité, la conscience de soi. En parallèle, Juliane Brauer montre l'évolution à l'Ouest.

La présentation est chronologique et traite de la période entre 1945, l'effondrement du III^e Reich et la fondation des Jeunes Antifascistes, l'ancêtre de la FDJ (Freie Deutsche Jugend, Jeunesse libre allemande), et 1973, date à la fois de la reconnaissance de la RDA à l'étranger et du Festival international de la jeunesse. Pour cette période, on ne compte pas moins de 2800 *Lieder*, la moitié faisant partie du répertoire d'avant-guerre. La RDA accorde beaucoup d'importance à la constitution d'un recueil de *Lieder*, celui de 1946 intégrant essentiellement des *Volkslieder* (héritage bourgeois) et des chants soviétiques (tradition ouvrière) en l'absence de nouvelles compositions.

L'année 1945 marque, certes, une rupture, mais inaugure une phase transitoire où perdurent en 1946 des relents nazis au sein de la FDJ, qui est surtout à l'origine une organisation de loisirs et de formation. Juliane Brauer évoque l'exemple du jeune compositeur Siegfried Köhler ayant retrouvé un poste en dépit de son implication dans le régime nazi. Soulignons au passage que les rythmes pop, rock et le jazz sont bannis de la scène est-allemande, car supposés véhiculer des idéologies ennemies (mais qu'ils ne font pas non plus l'unanimité à l'Ouest).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

À l'Est, le SED impose une »discipline démocratique« (p. 77) dès la fondation de la RDA en 1949 et le IIe Congrès du SED. Les directives marxistes-léninistes élaborées à cette occasion ne correspondent guère aux aspirations concrètes des usagers qui réclament, par exemple, des chants de Noël et des *Wanderlieder*. Une belle exception d'importance: »Das Lied der neuen Jugend« (»Le Lied de la nouvelle jeunesse«), composé par Walter Rohde pour le mouvement des Pionniers, fondé en 1948. Malgré une mélodie peu entraînante et bien trop complexe sur le plan rythmique, ce *Lied* remporte un franc succès avec son passage progressif du mode mineur au majeur. L'image évoquée est celle d'un avenir prometteur qui sera atteint grâce aux efforts conjugués des jeunes. Un tel succès tient peut-être aussi à l'usage récurrent de clichés tels que le dynamisme, les progrès, l'action ou bien à son caractère solennel, empreint de sérieux et très contrôlé qui rappelle l'hymne de la RDA de Johannes R. Becher pour les paroles, sur une musique de Hanns Eisler. Le passé n'y est guère évoqué ou en termes négatifs comme les »cendres«, la »mort«, les »blessures« qui contrastent avec les projets d'avenir, la »clarté«, la »fertilité«, la »paix«, la »tranquillité«. Un autre exemple en mai 1950, toujours avec Johannes R. Becher et Hanns Eisler, »Das Lied von der blauen Fahne« (»le Lied du drapeau bleu«), avec la thématique du drapeau, bleu comme les chemises de la FDJ ou le foulard des Pionniers, symbolisant une jeunesse en marche, le poing brandi vers le ciel.

Le début des années 1950 est marqué par de multiples festivals de la jeunesse à l'Ouest comme à l'Est où il s'agit d'électrifier les masses. Ils sont 500 000 à Berlin en 1950, 2 millions en 1951, mais seulement quelques milliers en provenance de 14 pays à la Lorelei ou à Hambourg à l'appel des Falken socialistes: maigre résultat qui dévoile le peu d'intérêt à l'Ouest pour ces rencontres.

Aux débuts de la RDA, le cours de musique, rebaptisé cours de chant, n'a pas souvent lieu, sans doute faute d'enseignants. Mais l'école est étroitement reliée aux organisations de jeunesse, ce qui facilite en 1955 le contrôle du répertoire par le régime. En 1959, 84,3% des élèves sont affiliés aux Pionniers (p. 155) et se retrouvent deux fois par mois au cours d'après-midis organisés avec des chants. Les paroles sont simples à mémoriser et tous les exemples ont pour objectif d'influencer »positivement« les élèves en faveur de la ligne politique du régime. Cette conception très normative des *Pflichtlieder* (*Lieder* obligatoires) perdure jusqu'en 1989. Lors des rencontres d'Erfurt en 1961, les enfants lancent des appels de soutien aux soldats qui gardent le Mur au moment de sa construction, aux accents faussement apolitiques de »Wer möchte nicht am Leben bleiben?« (»Qui ne voudrait pas rester en vie?«, composé par Wera Küchenmeister et Kurt Schwaen en 1959, p. 179).

L'une des valeurs cultivées à l'Est est celle du patriotisme, reposant sur l'amour du *Heimat*, celui de Wilhelm Pieck, une figure de père des Pionniers. C'est aussi l'époque d'une redécouverte du passé du mouvement ouvrier d'avant-guerre avec la glorification du personnage d'Ernst Thälmann, »Teddy« pour les enfants, le héros



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

communiste assassiné par les nazis à Buchenwald (p. 189). Ce culte inspire de nouveaux titres comme »Ernst Thälmann ist nicht tot« (»Ernst Thälmann n'est pas mort«, Willi Layh, Ottmar Gerster). La *Jugendweihe*, cérémonie remplaçant progressivement la confirmation et la communion, réunit en 1959 87% des jeunes. On retrouve tous les mythes précédemment évoqués dans »Auf zum Sozialismus« (1959, Hans et Ilse Naumilkat) avec une insistance sur la réussite matérielle de la RDA prévue pour 1980!

La seconde moitié de cet ouvrage est fort réussie, car Juliane Brauer y fait une vraie synthèse pour la période postérieure à 1961, intégrant enfin plus largement les aspects économiques et la politique internationale, et y décrit les réactions des jeunes face au régime de plus en plus sclérosé et défiant. L'idée de chœurs proches de la FDJ rencontre moins d'impact auprès de la jeunesse malgré les efforts des dirigeants pour créer un nouveau stock de *Lieder*. Les relations se dégradent jusqu'en décembre 1965, date de la onzième séance plénière du SED, qui, entre autres, interdit les orchestres proches des Beatles, leur opposant une musique socialiste »propre« et mesurée, capable d'accompagner la »construction du socialisme«.

La vogue de la *country-music* fait souffler à Berlin-Est un vent de nouveauté et d'enthousiasme avec les »Hootenannies«, fêtes spontanées autour de Perry Friedmann, un jeune Canadien, qui représentait pour le régime une alternative acceptable à la musique pop et habitait le public aux airs d'auteurs compositeurs avec un accompagnement au banjo et à la guitare, sans oublier les chansons politiques entonnées lors des manifestations de soutien aux luttes des pays opprimés et la musique folk. L'arrivée au pouvoir de Erich Honecker en 1971 fait brièvement souffler un vent de libéralisation qui profite aussi à la musique et, en particulier, au succès du grand festival de la jeunesse de 1973. Pourtant, la Stasi veille à ce que des chansons interdites comme celles de Wolf Biermann ou de Bettina Wegner ne puissent se faire entendre.

Un ouvrage à découvrir sur les effets mobilisateurs des chansons et leurs manipulations politiques.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jean-Numa Ducange, Quand la gauche pensait la nation. Nation, nationalités et socialismes à la Belle Époque, Paris (Fayard) 2021, 330 p. (Fayard Histoire), ISBN 978-2-213-71139-3, EUR 23,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Elisa Marcobelli, Paris

»Quand la gauche pensait la nation« ist die neueste Monographie von Jean-Numa Ducange, einem Spezialisten für die Geschichte des Sozialismus vor 1914 und insbesondere der deutschen und österreichischen Sozialdemokratie. Der Autor greift ein Thema auf, das bisher von der Geschichtsschreibung gemieden wurde, obwohl zahlreiche Studien es anschneiden, insbesondere diejenigen, die sich mit der Positionierung des Sozialismus zur Frage des Krieges beschäftigt haben. In diesem Buch wird versucht, die verschiedenen Definitionen zusammenzutragen, die Sozialisten von der Nation gegeben haben. Es ist erstaunlich, dass eine solche Arbeit bisher noch nicht durchgeführt worden ist. Die Lektüre des Essays von Ducange macht aber auch deutlich, warum Forscherinnen und Forscher die Frage bisher offengelassen haben: Eine eindeutige »sozialistische« Definition der Nation ist sehr schwierig, fast unmöglich zu liefern. Ducange mobilisiert in seinem Buch eine beeindruckende Anzahl von Quellen und stützt sich sowohl auf theoretische Debatten als auch auf die verschiedenen sozialistischen Praktiken während der Untersuchungsperiode der Belle Époque.

Obwohl das Buch ein größeres geografisches Gebiet abdeckt, liegt der Schwerpunkt auf den Sozialdemokratien des deutschsprachigen Raums, weil sie die klarsten Definitionen der Nation und Ideen zur Verbindung von internationalistischer Ideologie und nationalen Realitäten formuliert haben. Das lag daran, dass sie sich in einem imperialen Raum bewegen mussten: Die Koexistenz mehrerer Nationen im deutschen Sprachraum war eine greifbare Realität und führte zwangsläufig zu einer stärkeren Auseinandersetzung mit dem Thema.

Definition von Nation: Es kann keine offizielle sozialistische Definition der Nation geben, und, wie Ducange zeigt, muss dieses Konzept immer in Beziehung zum Internationalismus verstanden werden. Seit dem Kongress der Zweiten Internationale 1896 in London wurden erste Elemente einer Definition formuliert, aber jedes Land, jede nationale sozialistische Partei ging das Thema auf eigene Art und Weise und gemäß den eigenen Besonderheiten an.

Der deutschsprachige Raum ist ein besonders treffendes Beispiel, hier lassen sich drei zentrale Positionen ausmachen: Die erste, die man als »nationalistische Linke« bezeichnen kann, und die an das Denken von Ferdinand Lassalle anknüpft, verband die Erlangung der deutschen Einheit mit dem sozialistischen Projekt und mündete in den »Staatsozialismus« oder in den



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Nationalismus eines Engelbert Pernerstorfer. Die zweite, die mit dem »Austro-Marxismus« und den Figuren Otto Bauer und Karl Renner verbunden ist, machte die nationale Zugehörigkeit zu einer persönlichen Eigenschaft ohne territoriale Ansprüche und zu einem potenziellen Vektor der Emanzipation. Die dritte Position, der unter anderem von Rosa Luxemburg vertretene radikale Internationalismus, lehnte es ab, die Nation zu verteidigen, die allenfalls als notwendiges Stadium der kapitalistischen Entwicklung betrachtet wurde.

Die Schwerpunktsetzung auf den deutschsprachigen Raum lässt Ducange nicht vergessen, dass die Frage nach der Nation für den Sozialismus eine noch größere Dimension hatte. So förderte der Sozialismus als Ganzes eine internationalistische Lesart seiner Geschichte und versuchte, durch gemeinsame Praktiken und Gedenkfeiern in verschiedenen Ländern eine einzigartige Tradition und Geschichte zu schaffen, die jedem das Gefühl gab, Teil einer einzigen internationalen Bewegung zu sein. Außerdem zeigt der Autor, dass der Sozialismus in den Jahren vor 1914 nicht nur eine Angelegenheit einiger weniger westeuropäischer Länder war. Ab 1905, als die erste sozialistische Revolution gegen alle Erwartungen außerhalb dieses geografischen Raums in Russland stattfand, wurden die Überlegungen über das Wesen des Sozialismus in außereuropäischen Ländern oder außerhalb des deutschsprachigen Raums zahlreicher und schlossen sogar Länder ein, die unter kolonialem Einfluss standen.

Projekt Großdeutschland: Ein roter Faden, der sich durch das Buch zieht, ist die sozialdemokratische Theorie eines Großdeutschlands, d. h. der Wunsch, eine Republik zu schaffen, die der deutschsprachigen Welt eine einheitliche Perspektive geben sollte. Dieses Projekt wurde zumindest von einem Teil der deutschen und österreichischen Sozialdemokratie seit 1848 verteidigt. Das Scheitern der Revolution führte auch zum Scheitern dieses Projekts, das jedoch unmittelbar nach der Gründung der ersten sozialistischen Parteien und sogar noch vor der Vereinigung der SPD wiederbelebt wurde. Dass es sich nicht um ein beiläufiges Gedankenspiel handelte, unterstreicht Ducange: »Die eigentliche und große Uneinigkeit innerhalb der deutschsprachigen Linken vor der Vereinigung besteht nicht so sehr in der sozialen Frage oder gar in der Staatsfrage. Es geht um die Nation« (»La véritable et grande divergence clivant la gauche germanophone avant son unification ne porte pas tant sur la question sociale ou même sur le problème de l'État. Elle concerne la nation«, S. 31).

Nach der deutschen Vereinigung 1871 wurde diese Idee eines großdeutschen Staates aufgegeben. Der Staat des Kaiserreichs wurde nicht mehr als ein provisorisches Gebilde, sondern als legitime politische Realität angesehen. Die deutschsprachigen Arbeiterbewegungen waren nun gezwungen, sich getrennt voneinander zu strukturieren. Doch Großdeutschland blieb für viele Sozialdemokraten nicht nur in der Theorie, sondern auch in der Praxis eine relevante Vorstellung. Auch wenn sie unterschiedlichen Ländern und Parteien angehörten, gab es



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

doch eine gewisse politisch-ideologische Einheit und konkrete Solidaritätspraktiken über die Grenzen hinweg. Nach dem Ersten Weltkrieg, dem Ende der Kaiserreiche und der Entstehung der deutschen und österreichischen Republiken gewann die Idee eines großen republikanischen Deutschlands im Denken der Sozialdemokraten sogar wieder an Kraft. Da Adolf Hitler diese Idee und den Begriff auf eine ganz andere Art und Weise und mit ganz anderen Zielen übernahm, stießen sie nach der Erfahrung des Nationalsozialismus auf breite Ablehnung.

Die Studie von Ducange liest sich mit großem Gewinn. Wie der Autor selbst anmerkt, stellt sich die Frage nach »einer Geschichtsschreibung der deutschsprachigen Länder, die nicht durch die Episode des Nationalsozialismus überdeterminiert ist« (»[...] l'écriture d'une histoire des pays germanophones qui ne soit pas surdéterminée par l'épisode du nazisme«, S. 13). Das erweist sich als schwierig, vor allem, wenn es sich um ein so sensibles Thema wie die Nation handelt, doch Ducange gelingt dies. Indem er den von ihm analysierten Zeitraum weit über den Ersten Weltkrieg hinaus ausdehnt, befreit er die Geschichte der Zweiten Internationale auch von einer teleologischen historiografischen Lesart, die auf ihr Ende und Scheitern 1914 zuläuft. Die Überlegungen des Autors ermöglichen außerdem ein tieferes Verständnis dessen, was das Jahr 1914 für den europäischen Sozialismus und sein Verhältnis zur Nation bedeutete. Schließlich öffnet die Studie auch den Blick auf umfassendere Themen wie das Verhältnis der Sozialdemokratie zur kolonialen Frage, die in Zukunft eine noch tiefere Analyse verdienen würde. Auf jeden Fall wird dieses Buch ein Standardwerk für alle werden, die sich mit der Geschichte des Sozialismus und dessen Verhältnis zur Nation beschäftigen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Jean-Louis Georget, Hélène Ivanoff, Richard Kuba,
Construire l'ethnologie en Afrique coloniale.
Politiques, collections et médiations africaines, Paris
(Presses Sorbonne Nouvelle) 2020, 300 p., nombr.
ill., cartes, fac-similés, ISBN 978-2-37906-037-3,
EUR 19,90.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Michael Jeismann, Leipzig

Der Sammelband geht der Frage nach, wie Ethnologie, Völkerkunde und Volkskunde im Kontext der kolonialen Eroberungen in Afrika als wissenschaftliche Disziplinen in Deutschland und Frankreich entstanden. Er schlägt dabei auf deutscher Seite einen weiten Bogen vom frühen Afrikaforscher Heinrich Barth über bekannte Figuren wie Leo Frobenius. Es wird die Geschichte mancher bedeutenden Sammlungen vorgestellt, die Rolle afrikanischer »Vermittler« bis hin zur postkolonialen Situation der Ethnologie erkundet. So wird etwa die Rolle des Institut français in der Zusammenarbeit zwischen Franzosen und Afrikanern von der Kolonialzeit bis zur Dekolonisation beleuchtet und damit insgesamt ein facettenreiches Kaleidoskop der Beziehungen zwischen wissenschaftlicher Erforschung fremder Territorien und Völker, Eroberung und Kolonisation eröffnet.

Besonders faszinierend sind die Einblicke, die nicht allein zeigen, wie stark die Wechselwirkungen zwischen Kolonialisten und Kolonisierten waren, sondern wie fragil das Fundament sein konnte, auf das die Kolonialreiche ihr Wissen über die kolonisierten Völker gründeten. Analogieschlüsse von heimischen Verhältnissen und ihrer Geschichte auf die Gegebenheiten Afrikas bis hin zu reinen Erfindungen – die Kolonisten versuchten sich auf vielerlei verschiedene Weisen einen Reim auf das zu machen, was sie sahen, hörten und erlebten. Dabei bedienten sich europäische Reisende und später die Kolonialverwaltung auch an Berichten der vorangegangenen Kolonisation von Teilen Afrikas durch Araber. So warf allein schon die Frage, welche Gruppen Afrika besiedelten, wie diese politisch organisiert waren, wie ihre Selbst- und ihre Fremdbezeichnungen lauteten, große Probleme auf. Sie wurden noch durch den Umstand potenziert, dass zwischen den vielen Sprachen und Dialekten mehrfach übersetzt werden musste, um schließlich einen Begriff in einer der europäischen Sprachen zu gewinnen. Das demonstriert der Religionshistoriker Magloire Somé aus Burkina Faso, indem er überzeugend nachzeichnet, dass es in Afrika unbeschadet der politischen Verfasstheit so etwas wie politisches Kollektivbewusstsein gab, das sich maßgeblich auf die gemeinsame Sprache gründete. Die Ethnien, so Somé, haben eine Geschichte, die nicht erst mit der Kolonisation beginnt. Mit anderen Worten: Zu behaupten, dass die Ethnien in Afrika eine Erfindung der Kolonisatoren gewesen seien, wäre nichts anderes als eine erneute europäische Selbstüberhebung in Form der Selbstanklage.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Richtig ist allerdings, dass die Auseinandersetzung der afrikanischen Völker mit den Kolonisatoren zur Schärfung des eigenen Selbstverständnisses und seiner Traditionen auf der afrikanischen Seite beigetragen hat. Das zeigt auf beeindruckende Weise der senegalesische Historiker Maguèye Kassé (Universität Cheikh Anta Diop, Dakar) am Beispiel des Gelehrten und Schriftstellers Amadou Hampaté Bâ. Als Sohn einer adligen Familie in Mali geboren, wurde er sowohl in der traditionellen Koranschule als auch im französischen Schulsystem unterrichtet. Das politische und kulturelle Bewusstsein dieser Zweiseitigkeit brachte Amadou Hampaté Bâ nicht allein dazu, im Rahmen der französischen Kolonialverwaltung als eminenter Vermittler aufzutreten, der wirklich beide Seiten kannte. Denn vor allem nahm er sich als Mitarbeiter am berühmten IFAN (Institut Français d'Afrique Noir) in Dakar der mündlichen Traditionen Westafrikas an, die er als Wissensspeicher begriff – und denen er so zu neuer Wertschätzung verhalf –, der von Generation zu Generation im Erzählen auf- und umgefüllt wurde. Dazu zählte das grundlegende psycho-soziale Konzept, dass das Leben jedes Menschen sich in neun Etappen vollziehe, die jede ihre spezielle Charakteristik besitze und im Lebensvollzug zur individuellen Erfüllung führe. Nicht unähnlich den Brüdern Grimm im neunzehnten Jahrhundert lag Amadou Hampaté Bâ daran, diese mündliche Überlieferung als etwas ganz Eigenes zu bewahren – indem er sie schriftlich aufzeichnete. In der Wiederaneignung dieser Tradition sah Amadou Hampaté Bâ die Chance zur afrikanischen Selbstbestimmung und Emanzipation. Dabei bezog er sich auf Denis Diderot und seinen Roman »Jacques le Fataliste«, der Hegel zur Dialektik von Herrschaft und Knechtschaft inspirierte. Damit nahm der scharfsinnige Gelehrte eine geschickte kulturelle Aneignung zur Stärkung des politischen Selbstbewusstseins seiner Landsleute vor.

Und die akademische Disziplin der Ethnologie in Deutschland und Frankreich? Der Germanist Jean-Luis Georget (Sorbonne Nouvelle – Paris 3) weist in seinem kenntnisreichen Aufsatz auf die tiefen Unterschiede der kolonialen Annäherung zwischen den deutschen Territorien im neunzehnten Jahrhundert hin. Die Volkskunde habe sich, so Georget, nicht zuletzt in der Konkurrenz zwischen nationaler Einheit und regionaler Selbstbehauptung entwickelt. Es fand also eine Art Expedition ins Innere der deutschen Gesellschaft selbst statt, auf der man wie besessen nach Ursprüngen bestimmter kultureller Praktiken und Kultgegenständen suchte, um die historische Eigenständigkeit der in das Deutsche Reich integrierten, einst eigenständigen Fürstentümer und Königreiche nachzuweisen. Mit anderen Worten: Gerade in jener Epoche, in der in Deutschland die sog. koloniale Idee mehr und mehr Unterstützer auch in der Politik fand und die Aufmerksamkeit von Militär, Verwaltung, Wissenschaftlern und Geschäftsleuten auf Afrika lenkte, entwickelte die Wissenschaft umgekehrt auch eine neue Wertschätzung und ein neues Interesse an eigenen lokalen und regionalen Traditionen.

Es fand eine zweifache Entdeckungsprozess mit höchst unterschiedlichen Vorzeichen statt, der in Deutschland zur



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Volkskunde einerseits, zur international ausgerichteten Völkerkunde andererseits führte. Die Kongo-Konferenz von 1884/1885 sei, so Georget, zugleich auch die Geburtsurkunde der deutschen Völkerkunde gewesen, die den »Platz an der Sonne« wissenschaftlich für das Deutsche Reich sichern sollte. Daran nahmen nun auch die süddeutschen Staaten teil. Die Akzentsetzung war allerdings unterschiedlich: In Bayern erhielten – zugespitzt formuliert – die Kuriosa-Kabinette eine koloniale Ergänzung, in Württemberg aber setzte man ganz darauf, möglichst wertvolle Sammlungsstücke zu erwerben und besonders eindrucksvoll und modern zu inszenieren. Beide teilten allerdings durch die besonders engen Beziehungen zu den lokalen und regionalen afrikanischen Autoritäten die Betonung des Regionalen vor einem wie auch immer gearteten Nationalen.

Richard Kuba (Frobenius-Institut, Frankfurt am Main) unterstreicht anhand der Rolle von Leo Frobenius die ganze Ambivalenz der frühen Ethnologie nicht nur in Deutschland, deren bessere Vertreter zwar die Bedeutung der künstlerischen und kulturellen Hervorbringungen Afrikas herausstellten, die zugleich aber immer noch von der Überlegenheit der »weißen Rasse« überzeugt waren und Afrika eine Art kultureller Dekadenz attestierten. Sie werteten die Vergangenheit auf, um die Gegenwart in Frage zu stellen.

Der Band enthält viele wichtige Anstöße, einen genaueren Blick auf den Zusammenhang von Wissenschaft und (Macht-)Politik in Deutschland und Frankreich im ausgehenden neunzehnten und frühen zwanzigsten Jahrhundert zu werfen. Es lädt darüber hinaus dazu ein, die Kolonialgeschichte im deutsch-französischen Vergleich besser zu verstehen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Winfried Heinemann, Unternehmen »Walküre«. Eine Militärgeschichte des 20. Juli 1944, Berlin, Boston (De Gruyter Oldenbourg) 2019, X–406 S. (Zeitalter der Weltkriege, 21), ISBN 978-3-11-063275-0, EUR 49,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Jean-Luc Leleu, Caen

Cet ouvrage est l'aboutissement d'une recherche menée par l'auteur pendant quatre décennies, ponctuée par la publication d'une vingtaine d'études sur le complot du 20 juillet 1944. Il s'agit donc du prolongement d'un travail de longue haleine qui entend intégrer les apports successifs de la littérature scientifique, à l'image des biographies des généraux Beck et Fromm, ou plus récemment de l'analyse relationnelle des membres de la conjuration¹.

Que ce coup d'État soit une césure dans l'histoire militaire de la Seconde Guerre mondiale est un postulat très discutable. On rejoint plus volontiers l'auteur lorsqu'il estime que cet attentat fait pleinement partie de l'histoire militaire allemande (p. 2). Cette approche permet de s'extraire de l'événementiel pour replacer les différents projets de complot dans leur contexte militaire, sans oublier les legs culturels qui habitaient et animaient les acteurs. Il s'agit de déterminer où la résistance militaire est née dans les structures de commandement, mais aussi quelles tensions et blocages l'ont favorisée.

L'ouvrage se décompose en dix parties d'ampleur très variable. Dans une présentation à la forme inhabituelle, les deux premières composent l'introduction de l'ouvrage en traitant de l'historiographie et de la définition du sujet. La troisième partie revient sur les différentes conceptions relatives aux relations entre l'État et l'armée sous la République de Weimar et sous le régime nazi – des divergences qui se retrouveront par la suite entre les principaux protagonistes, tels les généraux Ludwig Beck, Friedrich Fromm et Wilhelm Keitel, mais aussi entre les cercles militaires et civils de la résistance.

Les deux parties suivantes abordent la place de l'institution militaire au sein du »III^e Reich« pendant la guerre, notamment la concurrence que se livraient les branches armées entre elles, favorisée par le régime, le plus souvent au détriment de l'armée de terre. Au sein de cette dernière, l'approche d'état-major

¹ Bernhard R. Kroener, »Der starke Mann im Heimatskriegsgebiet«. Generaloberst Friedrich Fromm. Eine Biographie, Paderborn 2005; Klaus-Jürgen Müller, General Ludwig Beck. Eine Biographie, Paderborn 2008; Linda von Keyserlingk-Rehbein, Nur eine »ganz kleine Clique«? Die NS-Ermittlungen über das Netzwerk vom 20. Juli 1944, Berlin 2018.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

traditionnelle heurtait l'optimisme forcené du dictateur, puis plus tard sa volonté d'insuffler la foi en une victoire de plus en plus chimérique.

La sixième partie revient sur la genèse des mouvements de résistance militaires pendant le conflit, souvent en réaction au dilettantisme relevé dans la conduite des opérations, les crimes perpétrés (avec souvent une mauvaise conscience sélective en fonction des catégories de victimes), et finalement devant la certitude que le dictateur conduisait l'Allemagne à sa perte.

L'organisation du complot et ses conséquences font l'objet des deux parties suivantes.

La dernière partie analyse la réception de la résistance militaire après 1945 dans les deux Allemagnes (puis l'Allemagne réunifiée) ainsi qu'en Autriche, avec la difficulté d'assumer ce legs encombrant. Au final, deux tendances se sont heurtées au fil des décennies: pendant que la Bundeswehr prenait ses distances avec l'héritage de la Wehrmacht et intégrait celui de la résistance à Hitler, la recherche historique mettait elle-même en cause l'aile militaire conservatrice du complot qui avait participé aux crimes de la Wehrmacht, notamment sur le front de l'Est.

Cinquante ans après l'ouvrage phare de Peter Hoffmann publié en 1969, trente-cinq ans après l'édition par le Militärgeschichtliches Forschungsamt (MGFA)² d'une compilation de textes destinée à accompagner l'exposition sur la résistance militaire³, cette étude intègre donc une analyse historiographique avec, au fil du développement, une prise de position de l'auteur vis-à-vis des hypothèses et débats sur un sujet saturé de publications.

L'un des atouts de cette étude est d'interroger les courants profonds de la révolte faite de nombreuses velléités et d'impasses et dont la genèse remonte relativement loin dans le temps. L'auteur explore ainsi le chemin qui a mené ses acteurs sur la voie de la révolte par une «multitude de petits pas» (p. 64) menés dès les années 1930, sans nier que la frange conservatrice qui a finalement basculé dans le complot a eu un parcours fait d'oppositions et de coopérations partielles avec le régime. En somme, c'est une histoire tout en nuances de gris plutôt qu'un récit en noir et blanc qui, comme trop souvent, s'attacherait aux seuls événements de l'été 1944. Loin d'avoir été une «révolte de la conscience», le complot a d'abord été une «révolte du militaire» qui s'est insurgé devant les empiètements incessants sur ses prérogatives et l'absurdité d'un conflit poursuivi contre toute

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85125](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85125)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique allemand

² Aujourd'hui: Zentrum für Militärgeschichte und Sozialwissenschaften der Bundeswehr.

³ Peter Hoffmann, Widerstand – Staatsreich – Attentat. Der Kampf der Opposition gegen Hitler, München 1969; Militärgeschichtliches Forschungsamt (Hg.), Aufstand des Gewissens. Der Militärische Widerstand gegen Hitler und das NS-Regime 1933 bis 1945, Herford, Bonn 1984.



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

logique. Pour mieux s'assurer du succès, les conjurés ont fait preuve de pragmatisme, intégrant dans leurs rangs des acteurs de la politique répressive et génocidaire du régime, à l'image de policiers tels Hans Bernd Givessius, Wolf-Heinrich von Helldorff ou Detlef Nebbe, chef de l'Einsatzgruppe B en 1941.

Les chances de réussite du complot étaient certes faibles, mais pas nulles, dépassant le simple symbole, avec des plans solides et une bonne préparation – du moins au regard des conditions offertes aux conjurés au sein d'une dictature en guerre: non seulement il leur fallait agir en toute discrétion, mais les changements d'affectation compliquaient les relations tandis que les mouvements de troupes bouleversaient les plans établis.

Au demeurant, l'auteur souligne à juste titre que le complot du 20 juillet marque surtout l'impéritie des organes de sécurité de Himmler. Non seulement ceux-ci n'ont pas détecté la conjuration, mais l'écrasement du complot fut assuré presque exclusivement par l'armée de terre elle-même, notamment par des collègues de von Stauffenberg à l'état-major de l'armée de réserve.

En dépit de ses apports, l'ouvrage n'est pas exempt de défauts. Tel qu'il est présenté, le projet politique de la SS apparaît ainsi trop »intentionnaliste«, tendant à donner rétrospectivement une politique cohérente à des ambitions souvent contrariées et à une démarche très opportuniste de la direction SS. L'auteur a par ailleurs tendance à présenter une vision binaire des relations entre Heer et Waffen-SS, manquant sur ce sujet de la nuance qui le caractérise sur le positionnement des acteurs du complot. Et si l'ouvrage évoque à raison la liberté d'opinion qui a encore cours pendant la guerre, mettant en avant les discussions sur la tournure défavorable des événements, il ignore cependant la répression qui s'abat à partir de 1943 sur les imprudents dont les propos peuvent être dénoncés.

Par ailleurs, l'ouvrage effleure à peine les réactions des forces combattantes sur le front à l'annonce du complot – alors même que ces réactions entrent pleinement dans le cadre de l'histoire militaire du 20 juillet, comme le suggère le sous-titre du livre.

La principale critique que l'on peut adresser à cet ouvrage demeure néanmoins sa construction. L'usage de textes précédemment écrits par l'auteur conduit à un sentiment de collages, entraînant répétitions et redondances, encore accrues par un traitement thématique trop systématique. La lecture en perd en fluidité. Cette construction mal maîtrisée dessert malheureusement ce travail érudit.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Ulrich Herbert, Wer waren die Nationalsozialisten?,
München (C. H. Beck) 2021, 303 S.,
ISBN 978-3-406-76898-9, EUR 24,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Hubert Roser, Limburg (Lahn)

Wenn ein hoch angesehener Zeithistoriker und langjähriger Ordinarius nach Jahren des Publizierens in den (Unruhe-)Stand des Emeritus eintritt, ist es an der Zeit zurückzublicken und Bilanz zu ziehen. So tut es auch Ulrich Herbert, Jahrgang 1951, bis 2019 Professor für Neuere und Neueste Geschichte an der Albert-Ludwigs-Universität in Freiburg im Breisgau, Mitherausgeber einschlägiger Quelleneditionen, historischer Fachzeitschriften und Buchreihen. Der von ihm zusammengestellte Reader »Wer waren die Nationalsozialisten?« ist eine Anthologie bereits an anderer Stelle publizierter Forschungsbeiträge, ergänzt durch zwei bislang noch unveröffentlichte Vortragstexte.

Herberts wissenschaftliches Arbeiten ist – neben anderem – eng verknüpft mit der Aufarbeitung der Geschichte der NS-Herrschaft seit den 1980er Jahren sowie mit der Frage nach den Traditionslinien des Nationalsozialismus in die vor allem westdeutsche Bundesrepublik hinein. Schon mit dem scheinbar simplen Buchtitel trifft der Autor auch gleich ins Schwarze: Es geht um die, ungeachtet der anhaltenden Flut an Literatur, bis heute ungebrochen aktuelle, weil von jeder Generation immer wieder neu gestellte Frage: Was waren das für Menschen, die in deutschem Namen so ungeheuerliche Verbrechen verübten, und woher kam ihr offenbar grenzenloser Judenhass?

Folgt man der sehr knappen, ja skizzenhaften Einleitung, so soll es im Wesentlichen darum gehen, sich mit den verschiedenen Erklärungsansätzen des Autors über die Jahre hinweg dazu auseinanderzusetzen und dabei den Weg der historischen Forschung – gerade auch in dessen eigenen Überlegungen – nachzuverfolgen (S. 10). Tatsächlich jedoch stammen, von zwei Ausnahmen abgesehen, sämtliche Beiträge aus den letzten 15 Jahren; das Gros bilden Vorträge und Aufsätze, die sogar erst nach 2010 entstanden sind. Von einem Rückblick auf jahrzehntelange Forschung ist also nur bedingt zu sprechen. Herbert möchte uns vielmehr primär die neueren und neuesten Ergebnisse seines Arbeitens in möglichst konzentrierter Form präsentieren.

Dabei ist der Autor schon früh publizistisch besonders hervorgetreten. Seine im Jahre 1985 erschienene Dissertation »Fremdarbeiter im Dritten Reich«¹ über die bei Kriegsende 1945



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Ulrich Herbert, Fremdarbeiter. Politik und Praxis des »Ausländer-Einsatzes« in der Kriegswirtschaft des Dritten Reiches, Bonn 1999.

etwa acht bis zehn Millionen ausländischen Zwangsarbeiter in Deutschland wurde seinerzeit sofort zum absoluten Standardwerk zum Umgang mit einer der bis dahin völlig vernachlässigten »vergessenen Opfergruppen« der NS-Herrschaft. Kaum anders verhielt es sich mit seiner 1992 abgeschlossenen Habilitationsschrift über den Werdegang des SD- und Gestapo-Vordenkers Werner Best (1903–1989)². Herberts Biographie zu dem führenden RSHA-Funktionär, die von dessen Anfängen als Völkisch-Radikaler über die Zeit bei der SS und als hoher Besatzungsoffizier in Dänemark und Frankreich bis zu den rechtsgerichteten Nachkriegsaktivitäten in der Bundesrepublik reicht, und sein hierin erstmals systematisch vorgestelltes »Täter-Generationen-Modell« wurde zur Blaupause für eine Reihe von Kollektivbiografien zu nationalsozialistischen Tätergruppen und Funktionseliten bis in die Gegenwart.

Die insgesamt elf Beiträge des Sammelbandes lassen sich grob vier Themenbereichen zuordnen: 1. Ursprung und Entwicklung von Nationalsozialismus und Antisemitismus; 2. Kontinuitätslinien zwischen NS-Zeit und Bundesrepublik (»Der deutsche Professor im Dritten Reich«, »Nachklänge der Volksgemeinschaft«, »NS-Eliten in der Bundesrepublik«); 3. Planung und Durchführung des Holocaust und 4. Systemvergleiche in Theorie (»Nationalsozialistische und stalinistische Herrschaft«) und Praxis (»Das Jahrhundert der Lager«).

Herberts primäres Anliegen, das sich durch sämtliche Beiträge des Buches zieht, zielt zum einen auf den mittlerweile auch empirisch zahlreich belegten Befund, dass erst die massenweise Zustimmung der Deutschen zu der Innen- und Außenpolitik des »Dritten Reiches« das ungeheure Ausmaß der Verbrechen des NS-Regimes möglich gemacht hat. Zum anderen möchte es der Autor nicht versäumen, den maßgeblichen Anteil seiner Forschungsarbeiten an dieser Neubewertung »der Unterstützung und Dynamik der nationalsozialistischen Gewaltpolitik« sichtbar zu machen – ein Befund, der, objektiv betrachtet, tatsächlich nicht von der Hand zu weisen ist.

In diesem Kontext fokussiert Herbert immer wieder die unmittelbare Beteiligung nationalsozialistischer Funktionseliten »in den Ministerien, den Universitäten und der Wehrmachtsführung«, also außerhalb des traditionellen Parteiapparats, an der Planung, Konzeption und Durchführung der Mordaktionen. Dieses mehrheitlich akademisch vorgebildete, überwiegend der »Kriegsjugendgeneration« angehörende Führungspersonal setzte – ganz im Gegensatz etwa zu den braunen Parteikadern im engeren Sinne – seine Karrieren nach 1945 auch meist unbeirrt fort. Entsprechend resultieren daraus die von Herbert konstatierten ausgeprägten personellen Kontinuitätslinien von



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

² Ders., Best. Biografische Studien über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft, 1903–1989, Berlin 1996.

der NS-Zeit bis weit in die alte Bundesrepublik hinein³. So wenig, wie die Zugehörigkeit zu einem bestimmten Sozialmilieu vor dem mobilisierenden Zugriff des Regimes zu schützen vermochte, so wenig ließen sich diese gleichermaßen von ideologisch-rassistischen Motiven geleiteten wie utilitaristisch geprägten »Experten« davon abhalten, ihre besonderen Kenntnisse und Fähigkeiten, vor allem seit Kriegsbeginn, einem mörderischen Regime zur Verfügung zu stellen. Und nach 1945 hinderte sie dies ebenso wenig daran, sich in ein ganz anderes, neues System erneut passgenau einzuordnen – jetzt unter demokratischen Vorzeichen.

Auch wenn hier aus Platzgründen auf Einzelbeiträge nicht näher eingegangen werden soll, so sind doch zwei Eigentümlichkeiten hervorzuheben, die den besonderen Charakter von Ulrich Herberts Arbeiten ausmachen: Gemeint ist einmal die klare, unprätentiöse Sprache, mit der es dem Autor gelingt, historische Inhalte wissenschaftlich angemessen und dennoch gut verständlich auszubreiten. Ferner ist es die (beileibe nicht jedem Universitätsgelehrten eigene) Fähigkeit, komplexe historische Zusammenhänge ebenso analytisch-distanziert und präzise wie knapp und pointiert darzustellen. Ein besonders gutes Beispiel hierfür ist Herberts Beitrag »Der Weg zur Ermordung der europäischen Juden« (S. 203–225). Mit ebenso eindringlichen Worten wie klarem Urteil schafft es der Autor auf nur wenigen Seiten, die verschiedenen, in ihrem Ablauf nicht immer sofort verständlichen, ja teilweise scheinbar widersprüchlichen Etappen und Phasen des Holocausts vor allem in den Jahren 1939–1942 minutiös auf den Punkt zu bringen.

Zum Schluss aber noch einmal zurück zu der von Herbert wohl absichtlich besonders knapp gehaltenen Einleitung zu diesem Buch: Es bleibt der Eindruck, dass es dem Zeithistoriker nicht deshalb gelingt, dem Drang zu widerstehen sein eigenes wissenschaftliches Oeuvre zu historisieren, weil er dies bewusst vermeiden bzw. lieber dem Leser überlassen möchte, sondern weil die (bislang nur sehr verstreut rezipierbaren) Kernbeiträge dieses Sammelbands bereits jeweils in sich selbst als vom Autor hoch aggregierte Bilanzen seiner vielgestaltigen langjährigen Forschungsarbeit anzusehen sind; eine Leistung immerhin, zu der man ihm guten Gewissens nur gratulieren kann. Der insgesamt gelungene Band wird auch formal durch ein die Fußnoten der

³ Seit über zehn Jahren werden diese systematisch erforscht. Pars pro toto hierzu: Eckart Conze u. a., Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik, München 2010; Manfred Görtemaker, Christoph Safferling (Hg.), Die Akte Rosenberg. Das Bundesministerium der Justiz und die NS-Vergangenheit – eine Bestandsaufnahme, Göttingen 2013. Für das Auswärtige Amt vgl. die Sammelrezension von Dominique Trimbur, Le ministère allemand des Affaires étrangères entre Troisième Reich et République fédérale d'Allemagne, in: Francia 42 (2015), S. 371–385, DOI: [10.11588/fr.2015.0.44584](https://doi.org/10.11588/fr.2015.0.44584).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Textbeiträge entlastendes Literaturverzeichnis am Ende sowie durch ein Personenregister abgerundet.

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85126](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85126)

Seite | page 4



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Lucian Hölscher, Zeitgärten. Zeitfiguren in der
Geschichte der Neuzeit, Göttingen (Wallstein) 2020,
325 S., ISBN 978-3-8353-3757-2, EUR 28,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Alexandre Escudier, Paris

Contre l'histoire des idées à la Meinecke et contre l'histoire sociale du type Bielefeld, Reinhart Koselleck a avancé, à maintes reprises, la nécessité d'une théorie des temps historiques. Mais une telle théorie générale est-elle véritablement possible? Comme tout le monde pour ainsi dire, Koselleck lui-même a métaphorisé la question du temps en parlant de »strates temporelles« (*Zeitschichten*); il en a repéré et contextualisé diverses images, le plus souvent spatiales, mobilisées par les acteurs dans leurs discours. Au final, il a néanmoins échoué à en donner une théorie d'ensemble, de même qu'il a échoué à donner une anthropologie quasi transcendante conséquente, hiérarchisée et non lacunaire permettant de ressaisir structurellement tout le spectre des existences humaines possibles. L'historiographie qui lui fait suite en poursuit néanmoins l'interrogation fondamentale, ce qui est déjà un legs substantiel dans l'histoire des explicitations intellectuelles collectives où la cumulativité des questions importe davantage que l'obsolescence chronique des réponses.

Le livre de Lucian Hölscher sur les »jardins temporels« (*Zeitgärten*) reprend une partie du projet koselleckien afin de nous aider à mieux décomposer la question du temps historique et de ses modes de figuration narrative; il nous invite également à thésauriser les principaux moments historiographiques durant lesquels le problème a été durablement reconfiguré jusqu'à nous. La métaphore, ici encore, est spatiale. Dès l'ouverture du livre, Lucian Hölscher s'appuie en effet sur ces passages fameux de l'histoire universelle de Bossuet dans lesquels le temps se trouve spatialisé, les époques figurées comme des promontoires rocheux, à vue panoramique entre l'avant et l'après, et les temporalités humaines y sont appréhendées comme les différents motifs d'un jardin au sein duquel déambuler. Mais au-delà de cette simple métaphore, Hölscher se penche sur toutes les »figures temporelles« qui depuis les temps modernes (en gros depuis le XVII^e siècle et la polémique Newton/Leibniz sur le »temps absolu«) sont apparues pour dire l'historicité des sociétés humaines.

Trois parties distinctes composent l'ouvrage. Dans un premier temps, assez court (p. 21–59), Lucian Hölscher revient sur les concepts principaux du temps (*Zeitbegriffe*), et en particulier sur la différence entre temps abstrait (hors historicité humaine) et temps concrets, incarnés (et appréhendés comme succession, durée, simultanéité, contemporanéité). Dans une seconde partie, qui constitue le développement le plus long de l'ouvrage (*Geschichtswerke*; p. 63–207), Hölscher opère un choix de 24 historiens – de Schlözer, et Archenholz au second XVIII^e siècle



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

jusqu'à Ulrich Herbert et Willibald Steinmetz en passant entre autres par Gervinus, Droysen, Febvre, Kocka, Golo Mann ou encore Mazower – dans l'œuvre desquels il décrypte soit la thématisation plus ou moins explicite de la question du temps, soit la façon dont les temps historiques, les époques, les ruptures et continuités, etc. sont narrativement figurées. Le choix des 24 est bien entendu limitatif; Lucian Hölscher s'en explique, et il serait absurde, comme cela s'est vu dans certaines recensions, de lui reprocher de ne retenir que des historiens de langue allemande (ce qui est majoritairement mais pas exclusivement le cas), a fortiori blanc et mâle. Dans un troisième et dernier mouvement du livre (*Zeitfiguren*, p. 211–287), Lucian Hölscher ressaisit l'ensemble du problème en proposant d'identifier plusieurs figures fondamentales du temps historique: sa linéarité directionnelle, l'esprit du temps (*Zeitgeist*), la notion d'époque et celles des grandes scissions (*Epoche*), le progrès (*Fortschritt*), l'évolution (*Entwicklung*), les strates temporelles (*Zeitschichten*), le dédoublement narratif entre temps réel et temps figuré (*doppelte Zeitebene*), le moment clef du type kairos, les ruptures historiques, l'accélération et l'apocalypse, pour l'essentiel.

Summa summarum, le livre de Lucian Hölscher peut-être lu comme une triple contribution: une contribution critique à l'épistémologie des sciences historiques en tant qu'elles mobilisent, sans souvent les expliciter, des figures agrégatives du temps qui relèvent de l'interprétation et de la mise en récit de la matière historique; une contribution à l'histoire des historiens et historiennes et des discours modernes mobilisant de telles figures agrégatives dont l'effet de vérité n'est pas négligeable; une contribution enfin à une anthropologie historique générale qui remettrait au centre du jeu la question des temporalités historiques par différence avec le temps vide et abstrait du cosmos. Toutes ces choses sont d'importance, au sens où les notions de scission, de rythme, de césures époquales, de continuité et discontinuité, de changement, d'accélération, etc. ne se trouvent dans aucun document historique concret, au sens où elles relèvent bien plutôt de l'herméneutique et de la réflexivité conceptuelle, bref de ce que l'œuvre (à tort négligée par les historiens de métier) d'Heinrich Rickert appelait dès 1896–1902 »die kulturwissenschaftliche Begriffsbildung«, via des concepts discrets individuant le flux continu et hétérogène des étants dans le temps.

On peut toutefois se demander et demander à l'auteur si une telle entreprise se soutient véritablement d'elle-même. Entendons par là qu'il est sans doute permis de douter, et c'est l'une des impasses de Koselleck lui-même, que l'interrogation sur les temporalités historiques et ses figures historiographiques puissent être déliée des catégories processuelles macro d'une sociologie historique comparée d'une part et des conditions de possibilité anthropologique de toute histoire humaine possible. Le mouvement de l'histoire s'actualise dans des instances empiriques concrètes qui ressortissent à des ordres finalisés d'activité, visant à résoudre des problèmes qui ne peuvent pas ne pas se poser à toute époque et en chaque cercle culturel

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85127](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85127)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

(problème démographique, sanitaire, technique, économique, politique, éthique, eschatique, etc.); ce mouvement global doit être caractérisé, par l'historien et l'historienne, au niveau collectif des résultantes agrégées d'actions micro-sociologiques; ces catégories-agrégats ne figurent également dans aucune source documentaire; elles sont construites comme types et processus ex post et doivent par conséquent faire l'objet d'une critique épistémologique au fil du développement intersubjectif des sciences humaines et sociales. Il reste que cette grammaire processuelle fondamentale de la sociologie historique comparée doit primer sur tout autre type d'enquête. L'épistémologie et l'histoire des »figures temporelles« (*Zeitfiguren*) ne saurait être que la cerise réflexive sur ce gâteau-là. Sans cette fondation à la fois anthropologique (quels ordres finalisés de toute activité existent-ils en nombre fini?) et socio-historique comparée (comment lesdits ordres problématiques se sont-ils actualisés selon les conditions d'existence concrètes de chaque groupement humain?), cette vaine de réflexion n'est au mieux qu'une énième *historia litteraria* à la manière du XVIII^e siècle et au pire qu'une paraphrase esthétisante de trivialités bien connues sur les métaphores du temps. Cela renvoie plus généralement à un défaut de fondation de la sémantique historique, non pas dans l'histoire sociale (Koselleck a bien montré que l'opposition était intenable et qu'elles entretenaient un rapport nécessairement complémentaire) mais bien en rapport à la sociologie historique comparée au service d'une histoire universelle.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85127](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85127)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Hans-Christian Jasch, Stephan Lehnstaedt (Hg.),
Verfolgen und Aufklären/Crimes Uncovered.
Die erste Generation der Holocaustforschung/
The First Generation of Holocaust Researchers,
Berlin (Metropol Verlag) 2019, 352 S., zahlr. ill.,
ISBN 978-3-86331-467-5, EUR 24,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Clément Millon, Lille

Les études décrivant l'assassinat des juifs en Europe, comme l'appelle justement le Mémorial de Berlin, sont nombreuses et continuent d'éclairer sur ce phénomène. Mais des travaux ont été réalisés déjà dès la commission des crimes commis par l'Allemagne nazie. Cet ouvrage lève le voile sur cette tâche de pionniers et les conditions dantesques de sa réalisation.

C'est un livre précieux pour la mémoire, autant que pour le rétablissement de la réalité du travail accompli, qui est désormais à disposition. Il montre que des hommes et des femmes, en assez grand nombre, ont œuvré à la mise en évidence de l'indicible. Certains ont commencé leur œuvre dès avant la fin de la guerre; d'autres ont agi à la fin du conflit, œuvrant parfois dès leur propre sortie des camps. La première génération de ceux qui ont travaillé à la mise en évidence des crimes nazis étonne et détonne; on y trouve des personnages connus pour leur implication dans la bibliographie, comme des inconnus attelés à la tâche, humble mais indispensable, du traitement, classement et utilisation d'une somme considérable d'archives, témoignages et documents.

Les premiers chercheurs ont saisi immédiatement, comme une catharsis, la nécessité de savoir et l'urgence scientifique d'étudier, pour donner une preuve de l'impensable réalité. C'est un devoir pour ceux qui sont morts et une enquête approfondie, minutieuse et qui, au-delà de la mise en évidence des faits, ne devait pas jamais s'arrêter.

L'ouvrage est bilingue. La traduction de la version allemande en version anglaise, assurée par Olivia Feldman, commence par un double titre qui traduit bien l'ampleur de la somme réalisée. En anglais, il s'agit de montrer comment ont été découverts les crimes. A ce travail de pionniers, s'ajoute la finalité du travail, affichée en allemand: »suivre et éclairer«. Tel un jeu de piste en effet, nous suivons le travail d'enquêteur mené par la première génération de chercheurs. Ils savent, parce qu'ils en ont été souvent les victimes, en Allemagne et dans les pays sous sa domination, ce qu'il s'est passé. Il faut donc suivre la piste des criminels et mettre la lumière sur le crime commis. Cela apparaît bien dans l'évocation par Stephan Lehnstaedt de la région d'origine de nombre de membres de cette première génération: la Galicie. Rachel Auerbach, Emanuel Ringelblum, Philip Friedman, Hersch Lauterpacht et Raphael



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Lemkin y ont leurs parents. Les trois premiers veulent offrir au monde entier un rapport sur les meurtres commis et éclairer sur ceux-ci, tandis que les juristes travaillent sur leur qualification. L'apport de Lemkin, faisant naître la notion de génocide, est connu. L'intérêt d'étudier les circonstances des premières investigations en 1941 sur ce fait est montré de façon éclatante par Hans-Christian Jasch. »The crime without a name« est la formule de son article éponyme, qui est d'une telle puissance, qu'elle n'est pas traduite dans la version allemande. Comment qualifier l'indicible, aux aspects criminels multiples (meurtres de masse, atrocités commises sur les victimes, asservissement, etc.)? Documents reproduits mis à disposition, Jasch nous livre des rapports sur les faits commis et des articles de presse de la période de guerre. Ce sont des sources essentiellement occidentales, ce qui met à jour le silence assourdissant en Union soviétique sur ces questions, alors que bien des faits se déroulent sur son territoire, occupé il est vrai.

Vient alors le temps d'une démarche que l'ouvrage rappelle être basée sur la trilogie suivante, à laquelle chacun a sa part: documentation, commémoration, poursuite. La parole des victimes et survivants ne suffit pas; il faut rassembler du matériel d'archives, souvent en mauvais état. Au crime de fonctionnaire, brassant des tonnes de papiers, devait répondre un travail non moins sérieux de collecte des données. Intimement mêlée, la mémoire de ceux qui sont disparus prend d'emblée une force d'autant plus grande que le deuil, sans sépulture ni service funéraire, est impossible. On est toujours à la recherche de traces, dans un mouvement expiatoire et d'une justice d'exception: une poursuite des crimes par des instances internationales s'appuie sur des incriminations nouvelles.

La partie centrale de l'ouvrage consiste en un dictionnaire biographique de ces premiers chercheurs, connus pour les uns, sortis de l'ombre pour les autres: Rachel Auerbach, Nachman Blumental, Louis De Jong, Ilja Ehrenburg et Wassili Grossman, Philip Friedman, Tuvia Friedman, Maria Hochberg-Marianska, Hersch Lauterpacht, Raphael Lemkin, Filip Müller, Léon Poliakov, Eva Reichmann, Gerhart Riegner, Emanuel Ringelblum, Jacob Robinson, Massimo Adolfo Vitale, Alfred Wiener, Simon Wiesenthal, Joseph Wulf, ainsi qu'une sélection de chercheuses oubliées, collaboratrices des institutions et de leurs maris comme Ada Eber, Nella Rost et Gesia Silkes.

On regrettera cependant que ces petites biographies ne suivent pas toutes le même plan et se concentrent pour certaines sur les années suivant la guerre, n'offrant pas, comme certaines, heureusement, d'étude biographique complète sur le lieu d'origine, la formation, le vécu de ces personnages-clés. Un dictionnaire biographique complet serait un complément essentiel à cette histoire.

Non moins intéressante cependant est la dernière partie composée d'études sur les conditions de travail de cette première génération de chercheurs. Laura Jokusch montre combien ce travail de pionnier n'était pas possible sans se pencher sur les personnes



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

déplacées, phénomène majeur de l'immédiat après-guerre. Un matériel indispensable et reconstruit est ainsi mis à disposition par le travail, notamment, d'Israel Kaplan. À l'Est et à l'Ouest, cette fois, les initiatives se multiplient pour une œuvre d'ampleur menée par la commission historique centrale, dont est exposée ici la genèse. Stephan Stach se penche sur la commission historique centrale juive et l'institut historique juif de Pologne, dont les origines remontent aux années de guerre. Sa présence, dès novembre 1944, à Lublin, siège du nouveau gouvernement polonais, illustre les méandres de son existence dans la domination soviétique. Mais la Pologne, lieu principal des crimes visés, est un endroit d'investigation inévitable. C'est ce que montre Katrin Stoll dans son article portant sur la manière de témoigner des crimes allemands par les transcriptions de ce qu'ont vécu les juifs en Pologne. Les difficultés de cette tâche sont immenses: rapporter les faits, libérer la parole, démêler les expériences, etc. 30 000 à 50 000 juifs survivants dans l'ancien territoire du Gouvernement général doivent être sollicités sur le sort de 3,3 millions de personnes.

Hans-Christian Jasch revient sur le thème central du traitement des crimes commis à l'égard des juifs dans le procès de Nuremberg. Le »Jewish Case« y est essentiel, longuement abordé, mais ne suffit pas à couvrir l'ensemble des crimes commis par ceux qui portent la responsabilité de l'Allemagne nazie et de ses organes. Lemkin s'essaya à l'utilisation de plusieurs mots, avant de retenir celui de génocide. Comme le souligne Jasch, quoiqu'il en soit, l'étendue des crimes ne pouvait être intégralement visible. Christine Schmidt et Ben Barkow se penchent sur l'aventure de la Wiener Library, à Londres, centre de documentation et lieu pédagogique à la fois. Nadav Heidecker rappelle rapidement les origines de la commémoration et la recherche sur l'holocauste en Israël, afin de compléter cette histoire essentielle.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Nicholas Lang, »Direktorium« des Westens?
Die geheimen weltpolitischen Vierergespräche
der USA, Großbritanniens, Frankreichs und der
Bundesrepublik Deutschland, 1973–1981, Paderborn,
München, Wien, Zürich (Brill; Ferdinand Schöningh)
2020, X–801 S., zahlr. Ill., ISBN 978-3-506-70330-9 ,
EUR 168,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Julien Genevois, Paris/Lyon

L'année 1975 marque un tournant majeur pour le carré stratégique Paris-Bonn-Londres-Washington. Jusque-là cantonnées aux questions allemande et berlinoise, les consultations entre les quatre capitales voient progressivement s'élargir leur domaine de compétences pour inclure des thématiques qui échappent aux seuls enjeux de guerre froide. Deux espaces d'échanges voient ainsi le jour: l'un pour les affaires économiques, connu sous le nom de G6 puis de G7, et incluant, outre les pays fondateurs, le Japon, le Canada et l'Italie; l'autre pour les questions de politique étrangère, avec pour seuls membres les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne de l'Ouest. Si le premier a largement été médiatisé, le second est demeuré dans le secret, au point d'avoir longtemps échappé à l'œil attentif des chercheurs.

L'ouvrage de Nicholas Lang, issu d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine soutenue à l'Université de Münster en septembre 2019, vient combler cette lacune historiographique. Par le biais d'une étude minutieuse et fouillée des relations entre les principaux protagonistes sur la période 1973–1981, l'auteur s'attelle à mettre en lumière la genèse, le développement et l'institutionnalisation de ce »directoire« de l'Ouest.

L'introduction (p. 1–26) présente les quatre séries de questions (»Fragenkomplexe«) autour desquelles se structure l'argumentaire: l'identité des initiateurs et les intérêts qui ont présidé à l'élargissement des entretiens quadripartites, le choix des thématiques et les évolutions structurelles, l'influence du nouvel organe de consultations sur la mise en œuvre des politiques étrangères, et les réactions des pays membres de l'OTAN et de la Coopération politique européenne. Une sous-partie est également consacrée aux sources mobilisées, lesquelles se distinguent par leur abondance et leur grande diversité, témoignant du travail de recherche mené: fonds des Bibliothèques présidentielles américaines et du Département d'État, papiers des Archives fédérales allemandes et de l'Auswärtiges Amt, cartons des Archives nationales françaises et du Quai d'Orsay, dossiers des Premiers ministres britanniques et du Foreign Office pour l'essentiel, sans compter les documents publiés (FRUS, AAPD, DDF, DBPO). Une série d'entretiens avec d'anciens diplomates complète le dispositif.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Brefs et transversaux, les deux premiers chapitres permettent de retracer l'évolution des consultations quadripartites, dans la lettre comme dans l'esprit. Un premier développement (p. 27–47) est consacré à la mise en œuvre du groupe de Bonn («Bonner Vierergruppe»), de sa création en 1955 à la Réunification de 1990, et à l'intensification de ses travaux, principalement entre 1969 et 1972, tandis que se déploie la phase bilatérale de l'*Ostpolitik* brandtienne. Le second (p. 48–70) est dévolu à l'idée de directoire occidental, telle qu'elle a été développée par le Général de Gaulle dès son retour aux affaires, et dont le mémorandum adressé le 17 septembre 1958 à Eisenhower et MacMillan en vue d'établir une consultation à trois sur les grandes problématiques internationales est la meilleure illustration, jusqu'à sa reprise par Kissinger dans le courant des années 1960.

La suite de l'argumentaire suit une chronologie plus serrée. Le troisième chapitre (p. 71–103) porte sur la proposition de Kissinger d'élargir les consultations à quatre dans le cadre de l'année de l'Europe («Year of Europe»), qu'il appelle de ses vœux dans son discours du 23 avril 1973. Pour le Secrétaire d'État, l'idée est de resserrer les liens avec l'Europe occidentale, après le rapprochement avec l'URSS puis la Chine l'année précédente. L'initiative se heurte toutefois à une fronde des États européens, qui n'acceptent pas d'être relégués au rang de simples puissances régionales quand Washington affirme son engagement global. La crise trouve une fin heureuse l'année suivante avec l'accord de Gymnich, qui permet de concilier les attentes américaines en matière de coopération internationale et la mise en œuvre de la CPE.

Le quatrième chapitre (p. 104–181) se concentre sur l'élargissement effectif des consultations quadripartites. Après les frictions autour de l'initiative de Kissinger, l'année 1974 voit s'accumuler les crises qui rendent nécessaire l'établissement d'un dialogue à quatre sur les principales problématiques internationales. Le début de la Révolution des Œillets au Portugal le 25 avril puis l'invasion turque de Chypre le 20 juillet lèvent les dernières réticences et conduisent Américains, Britanniques, Français et Allemands à se rapprocher afin de trouver ensemble une solution aux conflits qui touchent le flanc sud de l'Europe. Ce dialogue prend un tour plus officiel l'année suivante avec la création du G6, décidée à Helsinki le 31 juillet et organisée pour la première fois à Rambouillet du 15 au 17 novembre 1975, ainsi que l'instauration de consultations élargies aux questions internationales, effective le 5 septembre.

Le cinquième chapitre (p. 182–315) met en évidence le double mouvement d'institutionnalisation des échanges quadripartites et de défense contre les attaques émanant des États tiers, Italie en tête, tout au long de l'année 1976. Il s'ensuit un élargissement des thématiques traitées à quatre, qui débordent le simple cadre de l'Europe méridionale pour y inclure, entre autres, les affaires africaines. À Rome, l'initiative est mal perçue, en ce qu'elle constitue, pour l'Italie, une remise en cause de son statut de troisième grand État européen et de membre de l'OTAN.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Aussi décide-t-on de l'inclure au sein du G7, sans toutefois lui ouvrir les portes des consultations à quatre. L'affaire connaît un nouveau développement lors du G7 de Porto Rico les 27 et 28 juin 1976. Tandis que se déroule le sommet économique, Kissinger, Crosland, Sauvagnargues et Genscher décident de se retrouver afin d'évoquer la percée communiste aux élections générales italiennes. L'entreprise fait grand bruit à Rome, où elle agite les médias et place le gouvernement dans l'embarras.

Le sixième chapitre (p. 316–501) s'ouvre avec l'arrivée du tandem Carter/Brzezinski à la Maison-Blanche le 20 janvier 1977 et tente d'en mesurer les conséquences sur la conduite du dialogue quadripartite. Les entretiens sont de fait infléchis par le nouveau style de l'administration Carter, qui entend bâtir une politique extérieure sur des principes moraux affermis. Le sommet du G7 à Londres les 7 et 8 mai apparaît comme l'épreuve de vérité, et met en évidence la volonté du nouveau président américain de maintenir les organes de consultations établis par son prédécesseur, au soulagement de ses partenaires. Dans le même temps, les tensions Est-Ouest font leur retour, essentiellement dans la corne de l'Afrique, où la révolution éthiopienne de 1974 se solde pour Washington par la perte d'un allié traditionnel dans la région. En 1978, la poursuite de la guerre de l'Ogaden débouche sur une détérioration sensible des relations américano-soviétiques.

Le septième et dernier chapitre (p. 502–708) met en lumière les derniers ajustements dans les consultations à quatre au tournant des années 1980. Le sommet de la Guadeloupe du 4 au 6 janvier 1979, largement médiatisé, réunit les quatre chefs d'État et de gouvernements en vue d'aborder le problème des SS 20 soviétiques en Europe et la crise moyen-orientale. Il provoque de sévères critiques de la part de l'Italie et des pays membres de l'OTAN, qui y voient un «directoire» dont ils seraient exclus. Décision sera alors prise de ne plus renouveler l'opération, et de s'en remettre aux ministres des Affaires étrangères ainsi qu'aux directeurs politiques pour mener les discussions à quatre. La prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran le 4 novembre 1979, l'invasion soviétique en Afghanistan le 26 décembre et le début de la crise polonaise en 1981 conduisent à une intensification des consultations quadripartites. Quant aux changements gouvernementaux survenus entre 1979 et 1981, leur impact sera minime sur la poursuite de ces échanges informels. Un ultime chapitre en forme de conclusion (p. 709–736) permet de résumer et mettre en perspective les principaux acquis du travail de recherche.

Rendre compte en peu de mots d'une étude aussi foisonnante relève de la gageure. L'ouvrage de Nicholas Lang, par la qualité et la précision du travail mené, s'inscrit dans la droite ligne des travaux d'Helga Haftendorn sur les mécanismes des consultations quadripartites, et constitue un apport fondamental tant pour l'historiographie que pour la science politique. Relevons également la présence d'illustrations et de schémas qui assurent une meilleure compréhension du propos tout en lui donnant une



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

certaine épaisseur. Enfin, le choix des bornes chronologiques permet de jeter une lumière nouvelle sur une période souvent négligée de la guerre froide et des relations transatlantiques, à savoir la seconde moitié des années 1970, sise entre la détente (1963–1975) d’une part, et l’ère Reagan (1981–1989) d’autre part.

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85130](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85130)

Seite | page 4



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Marc Lazar, Guillaume Plantin, Xavier Ragot, Le monde d'aujourd'hui. Les sciences sociales au temps de la Covid, Paris (Presses de Sciences Po) 2020, 384 p., ISBN 978-2-72462-670-4, EUR 25,00; Paul Nolte, Ute Frevert, Sven Reichardt (Hg.), Corona. Historisch-sozialwissenschaftliche Perspektiven, Göttingen (V&R) 2020, 203 S. (Geschichte und Gesellschaft. Zeitschrift für Historische Sozialwissenschaft, Heft 46,3), ISBN 978-3-525-35219-9, EUR 24,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Nils Kessel, Strasbourg

Die Corona-Pandemie wird vermutlich auch das nächste Jahr prägen. Während Deutschland die »vierte Welle« der von dem Virus SARS-CoV-2 verursachten Pandemie erlebt, fürchtet man in Frankreich im Falle des erneuten Anstiegs der Infektionszahlen bereits die »fünfte Welle«. Nicht nur die durchnummerierten Infektionswellen, auch eine steigende Anzahl historischer, soziologischer und politikwissenschaftlicher Analysen zur Pandemie im Besonderen und Seuchen im Allgemeinen zeigen, dass das Ereignis die Welt wohl noch eine Weile beschäftigen wird. Bereits im Jahr 2020, als die von dem Virus hervorgerufene Krankheit sich in Europa mit großer Geschwindigkeit ausbreitete, beteiligten sich Sozialwissenschaftler an den gesellschaftlichen Debatten zur Pandemie und ihrer Bekämpfung. Interviews und Essays zur historischen Einordnung und ihrer eventuellen Vergleichbarkeit mit der »Spanischen« Grippe nach dem Ersten Weltkrieg erschienen, neben Diskussionen der von den nationalen Regierungen sukzessive erwogenen Pandemiemaßnahmen. Bücher zur Geschichte der Seuchen wurden um Kapitel zu Covid-19 ergänzt und eine Vielzahl neuer Studien ist seit 2020 erschienen¹.

Relativ früh, nämlich noch 2020 sind die hier zu besprechenden zwei Bände erschienen. Sie stellen daher sowohl Beiträge zu einer Debatte des Forschungsgegenstandes Corona-Pandemie dar als auch zeitgenössische Reaktionen auf die Pandemie. Denn nicht nur der geringe Abstand zum Auftreten der Corona-Pandemie und die dadurch begrenzte Zeit zum Forschen und Verfassen der Beiträge, sondern auch die Deutungen aus dem Erleben der Pandemie »in

¹ Bspw. Mark Honigsbaum, *The Pandemic Century. A History of Global Contagion from the Spanish Flu to Covid-19*, London 2020; Heiner Fangerau, Alfons Labisch, *Pest und Corona. Pandemien in Geschichte, Gegenwart und Zukunft*, Freiburg, Basel, Wien 2020; Mitchell L. Hammond, *Epidemics and the Modern World*, Toronto 2020; Frank M. Snowden, *Epidemics and Society. From the Black Death to the Present*, New Haven, CT, London 2020; Malte Thießen, *Auf Abstand. Eine Gesellschaftsgeschichte der Coronapandemie*, Frankfurt a. M. 2021.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Echtzeit« machen neugierig auf die in beiden Bänden behandelten Inhalte. Letztlich unterscheiden sich beide Publikationen jedoch hinsichtlich Zielsetzung und Anspruch und sind daher auch nur bedingt vergleichbar.

Der von Mitarbeitern der renommierten Pariser politik- und verwaltungswissenschaftlichen Hochschule Sciences Po herausgegebene und verfasste Band aus der Reihe »Le Monde d'aujourd'hui« greift dabei auf die im Hause verfügbare interdisziplinäre Expertise aus Politikwissenschaften, Soziologie, Ökonomik, Jura und Geschichtswissenschaften zurück. Am Anfang stand ein von den Herausgebern Marc Lazar, Guillaume Plantin und Xavier Ragot lancierter Aufruf zu Beiträgen rund um das Thema »la Covid«, wie die Krankheit in Frankreich genannt wird. Erfreulich ist hierbei, dass nicht nur etablierte Forscherinnen und Forscher, sondern auch Kolleginnen und Kollegen am Anfang ihrer Karriere mit ihren Beiträgen aufgenommen wurden. Insgesamt zwanzig Beiträge, oftmals in Teamarbeit verfasst, haben so Eingang in den Band gefunden. Dieser ist mit fast vierhundert Seiten beinahe doppelt so lang wie das hier ebenfalls besprochene Themenheft der Zeitschrift »Geschichte und Gesellschaft« (fortan abgekürzt als G&G). Letzteres versammelt fünfzehn Beiträge auf knapp 200 Seiten, allerdings erscheinen die Artikel in G&G wegen der unterschiedlichen Textgestaltung kürzer. Auf Grund der Fülle an Beiträgen werden im Folgenden einzelne herausgegriffen, darunter vor allem solche, die in beiden Bänden behandelte Themen zum Gegenstand haben.

Das Ziel der drei Herausgeber von Sciences Po Paris ist es, das Ereignis Covid-19 aus unterschiedlichen Perspektiven zu beleuchten. Dabei geht es auch darum, die Kompetenzen der Sozialwissenschaften sichtbar zu machen, mit denen diese zur Deutung der Pandemie beitragen können.

Neben ausgewiesenen Experten zu Gesundheit und Krankheit, wie dem Historiker Paul-André Rosental, der die »ersten dreißig Tage« der Seuche ländervergleichend analysiert, finden sich Spezialisten anderer Felder, die ihre Forschungsschwerpunkte mit der Pandemie in Beziehung setzen, indem sie ihre Auswirkungen untersuchen oder spezifische Aspekte herausarbeiten. Beispielsweise greift der Politologe Bruno Palier die Frage nach den Gründen für die schlechte Bezahlung »unverzichtbarer« Berufe auf, die in der Pandemie erneut offenbar wurde. Man denke nur an Kranken- und Altenpflegepersonal oder auch Personal im Verkauf, bei der Straßenreinigung und, zumindest in Frankreich, auch in Grund- und Sekundarschulen².

Ein Schwerpunkt beider Bände liegt auf den sozialen Ungleichheiten, die die Pandemie drastisch sichtbar gemacht hat. Zwar ist es keineswegs neu, dass Seuchen hier verstärkend

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85131](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85131)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

² Eine Ausnahme bildet die kleine Gruppe der besser bezahlten *professeurs agrégés*.

wirken. Allerdings zeigt gerade der französische Band mit seinen präzisen Analysen auf, inwieweit insbesondere die seuchenpolitisch notwendig gewordenen Lockdown-Maßnahmen dafür sorgten, dass sich bestehende Ungleichheiten potenzierten. An dieser Stelle sei noch einmal unterstrichen, welches Potenzial in einer – zukünftigen – vergleichenden Geschichte der Pandemiebekämpfung liegt. Ansätze hierzu liefert bereits Paul-André Rosentals Vergleich im französischen Band. Denn im Gegensatz zu Deutschland, das im Frühjahr 2020 kaum nennenswerte Einschränkungen erlebte, entschied sich die Regierung des französischen Präsidenten Emmanuel Macron im März desselben Jahres zu einem drastisch durchgesetzten *confinement* für ganz Frankreich. Ziel dieser teilweisen Lahmlegung des öffentlichen Lebens, bei der nur »essenzielle« Geschäfte geöffnet blieben, war die Entlastung des völlig überlasteten Gesundheitssystems. In den Krankenhäusern füllten sich die letzten verfügbaren Intensivbetten und das notwendige Personal wurde knapp. In den Altenheimen, aber auch den Notaufnahmen musste erwogen werden, wer bei schwerem Verlauf überhaupt noch Überlebenschancen hatte.

Gleichzeitig trugen milde Verläufe, vor allem vor dem Bekanntwerden einer Langform der Covid-Erkrankung sowie die Kontroversen um die zweifelhaften Therapieversuche des Marseiller Universitätsmediziners Didier Raoult dazu bei, massive Skepsis an der Gefährlichkeit des Virus für die französische Gesellschaft zu nähren. Den vor allem in den sozialen Netzwerken geführten Debatten gehen Manon Berriche und Kollegen nach, wobei sie ein sehr differenziertes Bild zeichnen, dank dessen klar wird, dass kritische Beiträge zur Regierung sich nur teilweise mit einer Verharmlosung der Pandemie vermischten.

Der Beitrag von Mirna Safi differenziert zwischen verschiedenen Formen sozialer Ungleichheit, die einerseits die Ansteckungsrisiken unterschiedlich verteilten und andererseits das Erleben der Pandemie unterschiedlich schwierig machten. Wer wie viele nicht auf das Gehalt verzichten, gleichzeitig aber auch nicht einfach die Berufstätigkeit ins Homeoffice verlegen konnte, oder gar wie Verkaufspersonal in Lebensmittelgeschäften oder Pflegepersonal zu den »essenziellen« Berufen zählte, ging besonders in der ersten Phase der Pandemie ein erhöhtes Risiko der Ansteckung ein. Masken fehlten weitestgehend.

Das Erleben der Pandemie, insbesondere im besonders betroffenen Großraum von Paris, der Île-de-France, war maßgeblich von sozialen Faktoren bestimmt. Wer hier arm ist sah sich oftmals auf nur wenigen Quadratmetern mit Familienmitgliedern zusammengedrängt, wo sonst der öffentliche Raum Gelegenheit bietet, den durch hohe Mietpreise gekennzeichneten, oft kleinen (Vor-)Stadtwohnungen zu entkommen. Besonders Jugendliche und junge Erwachsene erlebten hier eine Form der *promiscuité*, eines Zusammengedrängteins, das Konflikte stark förderte. Studierende, die ihre Ferien- und Gelegenheitsjobs wegen der



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Pandemie verloren, mussten zu ihren Eltern zurückziehen, wo nicht nur oft kein Raum zum Lernen zur Verfügung stand, sondern je nach Wohnort und Sozialmilieu auch die zur Distanzlehre unverzichtbare Internetverbindung fehlte.

Wie Anne Boring und ihre Mitautorinnen zeigen, bedeutete soziale Ungleichheit oftmals, dass Geschlechterungleichheiten noch einmal verstärkt wurden und Frauen in besonderem Maße während der Pandemie in alte Rollenmuster zurückgedrängt wurden und mehrfacher Belastung ausgesetzt waren. Auch die häusliche Gewalt, deren Opfer in überwältigender Anzahl Frauen sind, häufte sich in der Pandemie noch einmal mehr.

Besonders hervorzuheben ist auch der Beitrag des Soziologen Daniel Benamouzig, der hier nicht als *public intellectual*, sondern als einer von zwei Sozialwissenschaftlern im wissenschaftlichen »Covid-19«-Beirat des französischen Präsidenten Emmanuel Macron von seinen Erfahrungen in dem für die öffentliche Wahrnehmung des Pandemiemanagements entscheidenden Gremium berichtet. Daniel Benamouzig unterstreicht in seinem Beitrag, dass der wissenschaftliche Beirat nicht aus dem Nichts entstanden ist, und auch international keine Besonderheit darstellt. Vielmehr hat der französische Beirat seine Wurzeln in dem im Kontext von Ebola gegründeten Instrument »React«, mit dem wissenschaftliche Expertise unter Krisenbedingungen beschleunigt nutzbar gemacht werden soll. Hierdurch wird deutlich, dass Covid-19 keine genuin neue Bedrohung darstellt, wenngleich manche Aspekte die Pandemie vor allem in ihrem Management neu erscheinen lassen. Außerdem unterstreichen die bestehenden und neu gegründeten Beiräte die Rolle von wissenschaftlichen und medizinischen Beratern, deren Ratschläge von Regierenden nicht zwangsläufig berücksichtigt werden.

Marie-Laure Salles-Djelic untersucht in ihrem Beitrag zur »kollektiven Immunität« den Zusammenhang zwischen der Durchseuchungsidee und sozialdarwinistischem beziehungsweise »neoliberalem« Gedankengut am Beispiel von Akteuren wie Boris Johnson, Jair Bolsonaro und Donald Trump. Gerade inmitten der Pandemie, in der politische Vokabeln und Etiketten politische Positionen oft unzureichend verkürzen, sind solche kurzen Studien hilfreich, um Traditionslinien zu hinterfragen oder, wie im Falle von Salles-Djelics Beitrag, zu stützen. So erkennt die Autorin bei Boris Johnsons Argumentation in der Pandemie Aktualisierungen sozialdarwinistischen Denkens.

Den Zusammenhang von Pandemie und Umwelt diskutieren auf ganz unterschiedliche Weise die Beiträge der Kunsthistorikerin Laurence Bertrand Dorléac zu Greta Thunberg als Klimaaktivistin in der Coronakrise sowie Meriem Hamdi-Cherif und Kollegen zur makroökonomischen und ökologischen Bedeutung von Covid-19. Erstere untersucht die Rolle Greta Thunbergs als mediale Figur, die sich auch zu Corona positionieren muss und dabei die Autorität wissenschaftlicher Expertise betont, die sowohl für die Bekämpfung der Klimakatastrophe als auch die der

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85131](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85131)

Seite | page 4



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Pandemie zentral ist. Die Ökonomen um Meriem Hamdi-Cherif diskutieren vier Szenarien, in denen der Einfluss von Covid-19 im Zusammenhang mit möglichen Klimaschutzmaßnahmen auf die Wirtschaftsentwicklung betrachtet wird. Die Autoren schließen aus ihren Modellrechnungen auf eine große Dringlichkeit von Klimaschutzmaßnahmen, selbst wenn diese kurzfristig negative Folgen für die Wirtschaftsentwicklung im Kontext von Covid-19 haben könnten.

Frédéric Gros schließlich bietet in seinem Beitrag nicht nur einen Überblick prominenter philosophischer Einordnungsversuchen der Pandemie, sondern darüber hinaus eine interessante Typologie zur Deutung der Vorschläge, mit Hilfe derer moderne Gesellschaften sich nach Meinung von Geistes- und Sozialwissenschaftlern wandeln sollten. Dabei unterscheidet er drei Formen, nämlich Neo-Souveränismus, Neo-Solidarismus und Neo-Kommunismus.

Zwar verfolgt das dritte Heft des Jahrgangs 2020 der Zeitschrift »Geschichte und Gesellschaft« (G&G) wie auch die französische Veröffentlichung den Anspruch, die Debatte um die Pandemie durch Expertise mitzuprägen. Die Autoren, allesamt Mitglieder des neunzehn Personen umfassenden Herausgebergremiums, verstehen ihre Beiträge aber eher als »wissenschaftliche[r] Essays«³. Ziel des Heftes ist es ausdrücklich nicht, historische Vergleiche zu früheren »Pandemien, Krankheitskrisen oder Katastrophen« zu ziehen, »sondern der Versuch einer Verzeitlichung der Gegenwartserfahrung«. Diese solle aus Zeitmangel jedoch »[n]icht [in Form] lange[r] Abhandlungen« erfolgen, sondern stattdessen baten die Herausgeber um »knappe und pointierte Beiträge, Probebohrungen auf unsicherem Terrain«.

Ein solches Vorhaben ist legitim, stellt doch das Publizieren in der Pandemie selbst ein teils schwieriges Unterfangen dar. Die Unmittelbarkeit der Seuchenerfahrung schränkt natürlich auch gerade das dem Historiker zur Verfügung stehende Instrumentarium stark ein.

Besonders lesenswert sind die Artikel, deren Autoren Themen mit einer gewissen Nähe zum Feld der Seuchen und Krankheiten bearbeiten. So werden beispielsweise Spezialisten der Wissenschafts- und Medizingeschichte in den Beiträgen von Christoph Conrad, Ute Frevert und Jürgen Osterhammel problemlos neue interessante Aspekte zur Pandemie entdecken. Christoph Conrad untersucht die Auswirkungen der Virus-Pandemie auf die zeitgenössischen Wohlfahrtsstaaten. Gestützt auf die sozialwissenschaftliche Literatur reflektiert er kritisch Überlegungen zu einer Expertokratie und einer Foucaultschen Biopolitik, die in dem »natürlichen Experiment« Covid-19 am Werke seien. Pointiert argumentiert Conrad, dass die in der Pandemie oft bemühte Gegenüberstellung vom Schutz des Lebens



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

³ Von diesen sind insgesamt 15 als Autoren vertreten, zuweilen unterstützt von Coautoren.

einerseits, und wirtschaftlicher Interessen andererseits, unzulässig vereinfachend ist. Stattdessen zeigt der Genfer Historiker, dass gerade der angebliche Schutz älterer Menschen vor der Pandemie oftmals fehlschlug.

Ute Freverts kurzer Beitrag behandelt pointiert verschiedene Erfahrungen von Nähe und Distanz, die die Pandemie verändert hat. Ihr Beitrag beschränkt sich dabei nicht nur auf die zu erwartende Diskussion der Maske und der Pflicht, sie im Alltag zu tragen. Sie untersucht auch das Phänomen der Zweitwohnungsbesitzer und Touristen, die im Verlauf der Pandemie die Gelegenheit nutzten, sich in klassischem Stil in die ländlichen Regionen zurückzuziehen. Der Rückzug jener sozial privilegierten Schicht aus Beamten, Unternehmern, Akademikern und gut bezahlten Angestellten spielte sich nahezu identisch in vielen Ländern ab. Aus Paris floh, neben den ohnehin mobilen Reichen, die dank Telearbeitsplatz mobile Mittelschicht an die Atlantikküste und das Mittelmeer. In seinem Beitrag zu New York im selben Band verweist Sven Beckert auf den Rückzug der Oberschicht in die Feriendomizile der amerikanischen Ostküste. Anhand der medialen Debatten um die Anwesenheit der als privilegierte Metropolenbewohner wahrgenommenen Reisenden analysiert Ute Frevert dann konzise die Neuordnungen von Fremd- und Vertrautheit während der Pandemie.

Jürgen Osterhammels Beitrag zu China als Peripherie und Zentrum der Pandemiegeschichte ist aus Sicht des Rezensenten besonders erhellend, nicht zuletzt, weil das Land eine so zentrale Rolle bei Covid-19 spielte. Die Volksrepublik musste als erstes Land die Krankheit unter Kontrolle bringen. In der historischen Langzeitperspektive Osterhammels wird deutlich, dass die in Europa oft ignorierte Erfahrung chinesischer politischer Eliten im Management von Seuchen keineswegs nur ein rezentes Phänomen seit der SARS-Epidemie ist. Sein Beitrag unterstreicht zudem den Nutzen einer komplementären Lektüre der beiden deutschen und französischen Bände. Während der Historiker Jürgen Osterhammel Überlegungen zu Raumvorstellungen in Beziehung zur Eindämmung der Pandemie setzt, geht der französische Spezialist für internationale Beziehungen Jean-Louis Rocca der Frage nach, inwieweit die Pandemie den »triumphierenden Aufstieg Chinas« unterbricht. Dabei betont er, dass in den Diskussionen um die chinesischen Maßnahmen zur Bekämpfung der Pandemie, eine antichinesische Rhetorik Auftrieb erhalten habe, deren Wurzeln bis in die Stereotype der Kolonialzeit reichen.

Während »Les sciences sociales au temps de la Covid« vor allem durch die Vielzahl der Perspektiven und die Bandbreite der behandelten Themen bereits jetzt einen nützlichen Einstieg in die Komplexität dieser Pandemie bietet, eröffnet das G&G-Heft wie intendiert eine wichtige Diskussion. Es bleibt zu hoffen, dass möglichst bald Historikerinnen und Historiker diese pointierten Darstellungen aufgreifen, zumal die Herausgeber selbst ihr Heft ausdrücklich als erstes einer möglichen Serie in der G&G begreifen. Zwar kommen alle seitdem erschienenen Hefte noch ohne Beiträge

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85131](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85131)

Seite | page 6



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

zu Covid-19 aus, aber da es leider wahrscheinlich ist, dass die Pandemie auch in naher Zukunft nichts von ihrer Aktualität verliert, bleibt ja noch Zeit für weitere G&G-Bände zum Thema. Aus Sicht des Medizin- und Gesundheitshistorikers wäre es wünschenswert, wenn dann noch stärker die bereits vorhandenen, umfangreichen Forschungen zu Seuchen, Krankheit und Medizin berücksichtigt würden. Während viele der hier diskutierten Beiträge dies bereits tun, überraschen andere den Leser mit Peter Baldwins zweifellos zentralem Buch »Contagion and the State« als einziger Referenz zur Geschichte der Seuchen und des darauf bezogenen staatlichen Handelns. Nur erschien das Werk bereits im Jahr 1999. Auch wenn Verzeitlichungsprozesse im Vordergrund stehen sollen, wäre es wünschenswert, zu deren Analyse rezentere Studien zu berücksichtigen⁴. Fruchtbar könnten auch Untersuchungen zwischen medizinisch und epidemiologisch verschiedenen Pandemien, beispielsweise zwischen der global andauernden AIDS-Epidemie und Covid-19 hinsichtlich der Verzeitlichungserfahrung sein.

Die Herausgeber um Marc Lazar haben in ihrer Einleitung zum französischen Band unterstrichen, dass Covid-19 eine in ihrer biologischen Realität zwar erwartete, in ihrer sozialen Konkretisierung jedoch »ungedachte« Pandemie war. Nicht zuletzt deshalb plädieren sie für die Einbeziehung sozialwissenschaftlicher Expertise zum Verstehen dieser Krisen⁵.

Es scheint dem Rezensenten, dass die Sozialwissenschaften, ob sie nun historisch, soziologisch, anthropologisch oder politikwissenschaftlich arbeiten, bereits heute eine große Menge an Wissen besitzen, das zum Verständnis und zur Deutung einer Pandemie wie Covid-19 von großem Nutzen sein kann. Die hier besprochenen Bände liefern eine gute Basis für die Einbeziehung und vielleicht auch die Übersetzung dieses Wissens in andere disziplinäre und nationale Kontexte.

⁴ Die Geschichte der Epidemien ist ein Feld, das man als gut erforscht bezeichnen darf. Als Beispiele für die Breite der behandelten Themen, aber ohne Anspruch auf Vollständigkeit seien hier aufgeführt: Samuel Cohn, *Epidemics. Hate and Compassion from the Plague of Athens to AIDS*, Oxford 2018; Kyle Harper, *The Fate of Rome. Climate, Disease, and the End of an Empire*, Princeton, NJ 2017; Jörg Vögele, Stefanie Knöll, Thorsten Noack, *Epidemien und Pandemien in historischer Perspektive. Epidemics and Pandemics in Historical Perspective*, Heidelberg 2016; Pratik Chakrabarti, *Medicine and Empire, 1600–1960*, Basingstoke 2014; Malte Thießen, *Infiziertes Europa: Seuchen im langen 20. Jahrhundert*, München 2014 (*Historische Zeitschrift*. Beiheft. N. F., 64); Manfred Vasold, *Grippe, Pest und Cholera. Eine Geschichte der Seuchen in Europa*, Stuttgart 2008; Sheldon J. Watts, *Epidemics and History. Disease, Power and Imperialism*, New Haven, CT 1997.

⁵ Einleitung, in: *Les sciences sociales au temps de la Covid*, S. 12: »Nous affirmons aussi que les sciences sociales sont d'une grande utilité pour l'intelligence de ces crises, voire qu'elles sont indispensables pour mieux appréhender des situations similaires et donc sortir du sentiment quelque peu désespérant de l'impensable.«



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Julian März, Zwischen Laizismus und Religionsfreiheit. Das Religionsverfassungsrecht der Dritten Französischen Republik im Vergleich mit der Weimarer Republik, Berlin (Duncker & Humblot) 2021, 324 S. (Schriften zur Rechtsgeschichte, 197), ISBN 978-3-428-18243-5, EUR 89,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Thierry Alain Rambaud, Paris

C'est un travail d'importance que monsieur Julian März fait paraître aux prestigieuses maisons d'éditions Duncker & Humblot de Berlin en 2021. L'ouvrage de 324 pages, issu d'une recherche universitaire conduite et soutenue à la Faculté de droit de l'Université de Passau en juillet 2020, se présente comme une contribution importante à la compréhension comparée de la régulation publique du religieux en Allemagne et en France. Si l'étude se concentre sur les régimes de droit des cultes issus de la Constitution de Weimar et de la loi du 9 décembre 1905, l'auteur consacre des développements précieux aux facteurs historiques et philosophiques qui ont conduit à l'adoption de ces régimes. Dans la dernière partie, l'auteur montre pleinement l'actualité du sujet et les enjeux liés à un rapprochement de ces régimes dans le cadre de la construction européenne.

Il faut bien le reconnaître le titre de l'ouvrage nous a un peu surpris au départ: »Zwischen Laizismus und Religionsfreiheit: Das Religionsverfassungsrecht der Dritten Französischen Republik im Vergleich mit der Weimarer Republik«. L'auteur évoque la notion de *Laizismus* et non celle de *Laizität*. Or, cette notion de »laïcisme« n'a pas véritablement de portée juridique en droit français. Ce dernier connaît de la »laïcité«, principe qui dispose d'une valeur constitutionnelle depuis 1946 et qui signifie la neutralité confessionnelle de l'État. Sans doute, aurait-il été nécessaire de mobiliser à ce sujet davantage les travaux très importants du professeur Jean Rivero (1910–2001). Il est un véritable »maître« pour les juristes qui s'intéressent au droit français de la laïcité et des cultes.

En outre, le titre de l'ouvrage laisse songer à une opposition entre la laïcité et la liberté de religion. Or, l'analyse du droit positif témoigne des liens étroits entre le principe de laïcité et la liberté de religion.

De la même manière, il convient de s'interroger sur la consistance d'un droit constitutionnel des religions sous la III^e République. Cette formule nous paraît devoir être questionnée, dans la mesure où, sous la III^e République, les libertés de conscience et de culte ne disposaient probablement pas d'une valeur constitutionnelle. La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, qui consacre en son article 10 les libertés de pensée, de conscience et de religion,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

a fait l'objet de discussions juridiques passionnées sur le fait de savoir si elle possédait une valeur juridique sous la III^e République. Léon Duguit et Maurice Hauriou, pour des raisons trop longues à rappeler ici, répondaient positivement à cette question. Telle n'était pas en revanche l'opinion d'Adhémar Esmein et de Raymond Carré de Malberg.

Sous ces petites réserves, l'ouvrage comporte une très grande quantité d'analyses et d'informations. Il se structure en trois chapitres:

Un premier chapitre intitulé »Methodologische Grundlagen des rechtshistorischen Vergleichs der deutschen und der französischen religionsverfassungsrechtlichen Ordnung« pose des repères fondamentaux quant au contexte constitutionnel qu'ont constitué la III^e République, d'une part, et la République de Weimar d'autre part. Ce premier chapitre est court (12 pages).

Un deuxième chapitre, qui a plus particulièrement retenu notre attention, porte sur »Die Debatte über den Laizismus in der dritten französischen Republik und der Weimarer Republik als Ausgangspunkt der gegenwärtigen religionsverfassungsrechtlichen Ordnungen« (p. 38–222). L'auteur rappelle les grandes étapes des relations entre les religions et l'État depuis la Réforme en Allemagne et la Révolution française. Si les deux États ont consacré un régime de séparation des cultes et de l'État, ce dernier ne revêt pas la même portée dans les deux régimes. En effet, en Allemagne, la reconnaissance d'un régime de séparation dans la Constitution de Weimar n'exclut pas la possibilité pour les collectivités religieuses de recourir à un statut de corporation de droit public auquel sont attachés plusieurs avantages fiscaux et financiers. A contrario, la loi du 9 décembre 1905 en France cantonne les religions dans un statut de droit privé, celui prévu par les articles 18 et 19 de la loi de 1905: le régime des »associations cultuelles«. La rupture paraît plus décisive dans le modèle français, bien que le souci constant d'assurer la protection des libertés publiques fait de la loi de 1905 un texte fondamentalement libéral et non anticléricale.

Dans un troisième chapitre »Perspektiven einer Annäherung des deutschen und des französischen Religionsverfassungsrechts im Kontext der europäischen Einigung«, l'auteur mobilise les enseignements de l'histoire juridique pour aborder le régime actuel des cultes en Allemagne et en France et la problématique de l'unité européenne. En effet, après avoir abordé le sujet de la spécificité du droit local alsacien-mosellan (p. 271–278), l'auteur évoque le rapprochement des régimes allemand et français de régulation du religieux sous l'emprise de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'Homme. On sait toutefois la prudence de la Cour européenne de Strasbourg lorsqu'il est question des relations institutionnelles entre les cultes et l'État. L'auteur a parfaitement raison de s'interroger sur les principes communs qui pourraient rapprocher les modèles allemand et français de gestion publique



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

du religieux. On le sait, dans une Union européenne fragilisée par le Brexit et la contestation de la primauté du droit de l'Union européenne sur la loi nationale, comme en atteste la décision récente rendue le 7 octobre 2021 par le Tribunal constitutionnel polonais, la coopération franco-allemande est plus que jamais une nécessité pour agir en faveur des valeurs fondamentales européennes que sont la défense de la démocratie, de l'État de droit et de la protection des libertés fondamentales. Dans ce cadre, il est absolument nécessaire de mener une réflexion commune en Allemagne et en France sur la protection des libertés dans le domaine religieux et la gestion du pluralisme en société. Les deux pays sont en effet confrontés à des défis très similaires. A cet égard, il sera très intéressant d'examiner comment la littérature juridique allemande analyse la loi du 24 août 2021 »confortant le respect des principes de la République« qui entend lutter contre les séparatismes, notamment religieux, sur le territoire français.

En conclusion, on félicitera donc monsieur Julian März d'avoir posé les jalons d'une réflexion importante.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Silke Mende, Ordnung durch Sprache. Francophonie zwischen Nationalstaat, Imperium und internationaler Politik, 1860–1960, Berlin, Boston (De Gruyter Oldenbourg) 2020, X–478 S. (Studien zur Internationalen Geschichte, 47), ISBN 978-3-11-065236-9, EUR 59,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Matthieu Gillabert, Fribourg

L'ouvrage de Silke Mende est consacré à la politique de la langue française menée en France à destination de la métropole, de l'empire et du système international. Il dépasse largement l'histoire institutionnelle des différents acteurs de diffusion de cette langue pour s'intéresser aux perceptions françaises de déclin – la francophonie apparaît comme un sismographe des autoreprésentations en France –, aux discours sur les valeurs prétendument liées à la langue et à son utilisation pour organiser l'intégration ou le rejet des populations (colonisés, immigrés, ruraux). Ainsi, la francophonie devient un projet politique: c'est la thèse de l'ouvrage qui questionne la langue comme outil de contrôle social.

Dans une perspective clairement française, la chronologie adoptée couvre schématiquement la période de l'Empire en Afrique, de 1860 à 1960. Il peut paraître étonnant que l'ouvrage s'achève au moment précisément où se développent et s'institutionnalisent les organisations de la francophonie (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, Agence de coopération culturelle et technique), elles-mêmes portées plutôt par des acteurs canadiens et africains. C'est un parti pris qui permet d'un côté de se concentrer sur cette politique linguistique à une époque où effectivement la France est en première ligne pour la mettre en œuvre à l'échelle globale. De l'autre, on regrette cette approche du fait francophone qui perpétue l'idée d'un espace très francocentré: elle affaiblit un peu l'originalité de cette recherche et porte à confusion par rapport à l'espace francophone qui s'institutionnalise après la période étudiée.

Ce choix se répercute sur les ouvrages théoriques mobilisés. Alors que l'apport des »postcolonial studies« est finalement peu explicité, celui de l'histoire impériale autour de la »new imperial history« est clairement défini. L'ouvrage se focalise donc clairement sur cette politique de la langue développée dans ce pays au »double caractère«, à la fois républicain et impérial.

Très clairement structuré selon un plan chronologique, l'ouvrage est divisé en deux parties: la première porte sur la construction d'une politique républicaine de la langue à partir du dernier tiers du 19^e siècle, phase offensive; la seconde porte sur les interactions entre cette politique des langues et le contexte géopolitique



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

entre 1918 et 1960. Les chapitres sont habilement conclus par des synthèses qui permettent de s'orienter facilement dans le déroulement de cette histoire.

Après un premier chapitre rappelant la genèse de l'idée que la langue française serait porteuse de valeurs particulières, le deuxième chapitre s'intéresse au rôle de la Troisième République dans la politique de la langue en métropole et dans l'empire naissant. Le troisième chapitre présente l'appareil scientifique – savant ou profane dans le cas des missionnaires – qui se développe à la fin du 19^e siècle pour définir des catégories – la langue et la race en particulier – qui sont aptes à mesurer la puissance nationale en élaborant des hiérarchies. Le quatrième chapitre se concentre sur les principales organisations de diffusion de la langue. En particulier, l'action de l'Alliance israélite universelle permet de montrer que la politique linguistique n'est pas qu'au service de la nation française, mais que, en phase avec le républicanisme, elle a aussi été considérée comme un moyen d'émancipation d'une minorité.

Après cette approche chronologique, la seconde partie aborde la question du lien entre cette politique et la modernité en étudiant trois domaines: l'empire (chapitre 5), les relations internationales (chapitre 6) et la métropole (chapitre 7). Un dernier chapitre est consacré au devenir de la francophonie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Le cinquième chapitre se focalise principalement sur les différents acteurs de diffusion de la langue dans les mandats français au Proche-Orient: l'autrice souligne les continuités avec l'ordre colonial tout en montrant les mouvements de rejet par les populations locales qui se fondent parfois sur la rhétorique de la SDN pour faire entendre leur voix. L'analyse d'autres voix contestataires comme celle des étudiants dans le cas de l'Indochine est moins approfondie. Dans le sixième chapitre, l'autrice montre avec beaucoup de précision comment le sentiment de déclin du français en tant que langue internationale se superpose à un rejet de toute langue internationaliste. Les promoteurs de cette politique linguistique tentent de sauver les meubles en s'appuyant sur l'empire pour présenter le français comme langue universelle. Le chapitre sept marque une sorte de rupture dans l'ouvrage en se focalisant sur la politique linguistique en tant que facteur d'intégration politique en métropole. D'une part, la réforme de l'orthographe apparaît comme un moyen d'intensifier la diffusion du français à la fois dans les campagnes et à l'étranger. D'autre part, à travers l'histoire du Foyer français, l'autrice montre que la politique linguistique est une manière de trier les futurs citoyens issus de la migration, en particulier entre les Européens qui reçoivent un enseignement du français et les colonisés qui restent souvent à l'écart. Ces liens entre l'international et le national sont incontestablement l'une des grandes forces de cette recherche.

Le dernier chapitre décrit l'affaiblissement définitif du français comme langue internationale. À l'échelle globale, durant la

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85134](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85134)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Seconde Guerre mondiale, les organisations de promotion de la langue montrent leurs divisions entre collaboration et résistance et l'après-guerre ne laisse que peu de chance au français, même si certaines voix de l'exil londonien tentent d'argumenter que si l'anglais est une langue intercontinentale, le français reste la langue européenne. L'autrice semble montrer que cette politique linguistique est alors à bout de souffle et que la francophonie institutionnelle relancera, sur de nouvelles bases, cette politique linguistique.

Cet ouvrage comble très clairement une lacune dans l'histoire de la politique de la langue française à l'international, en se concentrant sur une période moins étudiée et en comparant toujours la politique à l'égard de la métropole et celle de l'empire. Ce choix chronologique permet de repérer une continuité en dépit des ruptures de l'histoire politique.

Des regrets subsistent sur le choix de restreindre la francophonie à la France – la quasi-disparition des patois en Suisse romande pourrait faire l'objet d'une comparaison – et de finalement peu s'intéresser, dans les colonies comme dans la métropole, à la réception de cette politique, aux pratiques quotidiennes et à la contestation. Cette dernière remarque incombe peut-être au corpus d'archives, essentiellement institutionnelles, privilégié par l'autrice. Malgré cela, cette recherche repose sur une vaste documentation et une bibliographie très maîtrisée. Elle est déjà incontournable pour qui s'intéresse à la politique du français dans une perspective globale et appelle à de fructueux travaux comparatifs.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Hélène Miard-Delacroix, Andreas Wirsching,
Ennemis héréditaires? Un dialogue franco-allemand,
Paris (Fayard) 2020, 216 p. (fayard histoire),
ISBN 978-2-213-71747-0, EUR 20,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Georges-Henri Soutou, Paris

Dans ce passionnant et très vivant ouvrage dialogué, les auteurs racontent la genèse et le dépassement du mythe des «ennemis héréditaires», avec tout l'apport de l'historiographie récente. Et comment on en est arrivé au «couple franco-allemand», vieux couple désormais, mais très moderne, ajouterais-je, et tolérant fort bien les *Seitensprünge*.

Les malentendus commencent dès Richelieu et Louis XIV, avec leurs annexions successives aux dépens du Saint-Empire, dont l'Alsace. Le Congrès de Westphalie établit en effet un nouveau système européen mettant la France à l'abri de l'encerclement par les Habsbourg et de leurs prétentions à l'empire universel. Comme le montrent bien les auteurs, cette histoire a été revisitée à partir du XIX^e siècle, et on a attribué à Richelieu des conceptions systématiques qui n'étaient pas de son temps. Exemple dans ce sens un ouvrage de 1940, d'ailleurs encore très lisible aujourd'hui malgré sa date de parution peu engageante, du professeur Friedrich Grimm, conférencier à succès de l'Institut allemand de Paris, «Le Testament de Richelieu», très largement diffusé à l'époque pour soutenir la propagande allemande en France occupée. Le livre retraçait l'histoire de la politique extérieure française du XVII^e siècle jusqu'à Versailles en montrant la continuité, reposant sur la volonté permanente de diviser les «Allemandes» – interprétation systématique, mais pas totalement fautive!

Cependant les choses étaient plus compliquées: de Richelieu à la Révolution française, la politique allemande de la France reposait d'abord sur l'influence, en particulier vers la Rhénanie et la Bavière, et sur des formes assez souples de pénétration, tenant compte de la diversité des situations. Il y eut bien sûr des dérapages, en particulier sous Louis XIV avec l'épouvantable «ravage du Palatinat», date de naissance, à mon avis, du lent processus de séparation morale des deux peuples¹. Mais enfin, les choses n'étaient pas encore figées: Goethe fit ses études à Strasbourg, appartenant désormais à la Couronne de France, mais dont l'Université était restée «allemande». Et les interpénétrations de toute nature se poursuivaient, culturelles et humaines, car



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ On lira avec profit de [Hermann Weber, Richelieu et le Rhin](#), in: Revue historique 92 (1968), no 239/2, p. 265–280.

nombre d'Allemands (souvent des artisans très qualifiés) venaient s'établir en France, en particulier à Paris, jusqu'au XIXe.

La Révolution et l'Empire introduisirent une nouvelle phase et créèrent par réaction le nationalisme allemand moderne. La plupart de mes collègues français croient encore que la France de la Révolution fut bien accueillie en Rhénanie, ça fait partie des mythes. La réalité se manifesta avec le discours de Fichte à la »nation allemande« en 1807, et avec le soulèvement de 1813, aux accents entraînants de »Was ist des Deutschen Vaterland?«, de Ernst Moritz Arndt. Soulèvement politique mais aussi culturel, avec de nombreux facteurs, y compris le ressentiment des Huguenots chassés par Louis XIV (jusqu'à 25 % de la population de Berlin à certains moments du XVIII^e siècle). Disons ici que le facteur religieux a toujours été essentiel aux yeux des Allemands, et le reste, et que les Français ne le comprennent que rarement.

Ceci dit, rien n'était encore joué, comme le montra le »printemps des peuples« en 1848. Mais un problème apparut dès le Parlement de Francfort: une libre Allemagne nationale, débarrassée des vestiges de l'Ancien Régime, aurait compté 70 millions d'habitants, avec l'Autriche! L'enthousiasme parisien baissa tout de suite considérablement. Les Conservateurs auraient voulu revenir au monde d'avant, Louis-Napoléon, le Prince-Président puis l'Empereur (polyglotte...) comprit lui que les temps changeaient, et que la solution *kleindeutsch* de Bismarck était encore la moins incompatible avec les intérêts français. Il aurait certes préféré une solution tripartite (Allemagne du Nord, Allemagne du Sud, Autriche) mais enfin, malgré ses nombreuses maladroites, laissé à lui-même et sans la pression d'un Corps législatif chauvin et de bonapartistes durs soucieux de réparer Sadowa, il aurait peut-être accepté l'unification, à condition que la nouvelle Allemagne accepte d'établir de bons rapports avec la France? Il n'est pas certain d'ailleurs que Bismarck ait été aussi sûr de lui et machiavélique en 1870 qu'il l'a dit dans ses mémoires, *ex post facto*... Mais il reste qu'après le succès français que fut le retrait de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, il réussit à s'assurer la compréhension des grandes puissances face à l'insistance excessive de Paris, qui conclurent que les Français étaient vraiment impossibles et avaient besoin d'une leçon.

Nos auteurs nous présentent admirablement la guerre de 1870, que depuis quelques années l'historiographie a revisitée. Mais on notera que la Revanche n'est pas une revendication universelle. Beaucoup de Français ne s'intéressent pas à l'Alsace, problème d'ailleurs très spécifique, et que ne règle pas l'aimable pirouette de Renan à propos du »plébiscite de tous les jours« (car en droit international, encore de nos jours, la question est beaucoup plus complexe). Lors des contacts franco-allemands secrets en 1917 des solutions innovantes de condominium furent évoquées, en particulier par Briand.

Au fond, la III^e République put s'établir en partie grâce à la bienveillance discrète de Bismarck, qui partageait avec elle

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85135](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85135)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

la détestation de Rome et de l'Infaillibilité pontificale (dogme proclamé en 1870). Et ce fut aussi grâce à Bismarck, à partir du Congrès de Berlin de 1878, que la France put se doter d'un immense empire colonial. (Il s'agissait aussi d'opposer Français et Britanniques.) Ce ne fut qu'à partir de la crise marocaine de 1905 que les relations devinrent réellement mauvaises (encore en 1900, l'expédition internationale envoyée à Pékin pour protéger les Légations assiégées par les Boxers est commandée par un maréchal allemand, personne ne s'en offusque). Il faut dire que Berlin multiplia les maladresses et tomba dans tous les pièges tendus par une Russie de plus en plus panslaviste et une France de plus en plus nationaliste. Là vraiment on passa à l'«ennemi héréditaire» (avec des nuances: en 1914 les quelques 20 000 pauvres répétitrices françaises qui enseignaient le français aux enfants de bonne famille purent rester en Allemagne sans aucun problème si elles le souhaitaient).

Toutes les erreurs de 1919 et des années 20 et 30 sont évoquées, il est bon de se les rappeler, malgré des tentatives de rapprochement toujours ambiguës cependant, même entre Briand et Stresemann. Pendant que naissait une nouvelle Allemagne, débarrassée de beaucoup des »*morschen Knochen*« de l'Ancien monde, mais aussi du minimum d'encadrement moral traditionnel. 1940 produisit Outre-Rhin une sorte de dilatation morale et un sentiment d'une revanche historique. Mais l'Occupation et les projets d'Ordre nouveau en Europe laissèrent en France des traces négatives durables (qui compliquèrent beaucoup les débuts de la Construction européenne). C'est de Gaulle qui légítima la réconciliation franco-allemande auprès des deux peuples, il faut le souligner.

Pour finir, je dirais que les Allemands, d'Adenauer à Kohl, ont réussi à intégrer les trois axes politiques de la RFA: l'atlantique, l'europpéen et le national. Avec le succès que l'on sait. Alors que les Français se déchiraient entre nationalistes »classiques«, atlantistes, Européens intégrationnistes et Européens confédéraux à la de Gaulle. D'où de nombreux zigzags, et la stupeur de Paris en 1989. Si François Mitterrand ne fut certes pas prophète, il comprit néanmoins, plus vite que Mme Thatcher, que la réunification était irrésistible et que la France devait s'engager résolument dans le processus européen pour maintenir de bonnes relations avec Berlin. Après une liaison tumultueuse, on régularisait.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Adam Przeworski, Krisen der Demokratie. Aus dem Englischen von Stephan Gebauer, Berlin (Suhrkamp) 2020, 256 S. (edition suhrkamp, 2751), ISBN 978-3-518-12751-3, EUR 18,00; Armin Schäfer, Michael Zürn, Die demokratische Regression. Die politischen Ursachen des autoritären Populismus, Berlin (Suhrkamp) 2021, 246 S. (edition suhrkamp, 2749), ISBN 978-3-518-12749-0, EUR 16,00; Philip Manow, (Ent-)Demokratisierung der Demokratie. Ein Essay, Berlin (Suhrkamp) 2020, 214 S. (edition suhrkamp, 2753), ISBN 978-3-518-12753-7, EUR 16,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Werner Bührer, München

Die Diagnosen zum Zustand und zu den Aussichten der Demokratie als Regierungs- und Lebensform fallen derzeit eher düster aus. Der relativierende Hinweis, dass die Klage über die Krise der Demokratie so alt sei wie diese selbst (Wolfgang Merkel), verfängt kaum. Von einer »Verwahrlosung« der Demokratie ist die Rede, von ihrem »Zerfall« oder gar von ihrem »Ende«. Obwohl die Autoren dreier neuer Bücher zum Thema dramatisierende Töne dieser Art vermeiden – dass die Demokratie weltweit in Gefahr ist, stellen sie nicht in Abrede. Die ebenso unaufgeregten wie profunden Analysen der vier Politikwissenschaftler lassen Leserinnen und Leser allerdings nicht mit einem Gefühl der Ohnmacht zurück. Vielmehr räumen sie ein, dass es gute Gründe gibt, mit dem Funktionieren demokratischer Systeme unzufrieden zu sein – und zeigen zugleich, wie die vielfältigen Gefährdungen überwunden werden könnten.

Adam Przeworski, ein in Polen geborener und an der New York University lehrender Politikwissenschaftler, hat das für Historiker wahrscheinlich interessanteste Buch vorgelegt. Er geht nämlich ausführlich auf die »historischen Erfahrungen« solcher Demokratien ein, die »zu einer bestimmten Zeit als stabil betrachtet werden konnten, weil sie mindestens zwei friedliche Machtwechsel infolge von Wahlen erlebt hatten« (S. 34), und vergleicht zwei Beispiele für das Scheitern der Demokratie – die Weimarer Republik zwischen 1928 und 1933, Chile zwischen 1970 und 1973 – sowie zwei für deren Überleben – Frankreich in den 1950er Jahren und 1968, die Vereinigten Staaten zwischen 1964 und 1974. Wichtige Voraussetzungen einer funktionierenden Demokratie – ein »gewisses Maß an wirtschaftlichem Wohlstand, ausreichendes Vertrauen der Bürger in die politischen Institutionen oder ein Minimum an öffentlicher Ordnung« (S. 12) – waren in Deutschland und Chile nicht mehr vorhanden. Zugleich betont er die Rolle einzelner Protagonisten, deren Wahrnehmungen und Handlungen »am Ende [...] über den Ausgang einer Krise



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

entscheiden« (S. 96). Sein ernüchterndes, gleichwohl zutreffendes Zwischenfazit am Ende des »historischen« Teils lautet, dass »wir nur sehr beschränkte Lehren aus der Geschichte ziehen können« (S. 97).

Nach diesem Blick in die Vergangenheit wendet sich Przeworski im zweiten Teil des Buchs der Gegenwart zu. Als Anzeichen für die Krise der Demokratie identifiziert er eine »rasch voranschreitende Erosion« traditioneller Parteiensysteme, den »Siegeszug fremdenfeindlicher, rassistischer und nationalistischer Parteien« und eine »schwindende Zustimmung zur ›Demokratie‹ in Meinungsumfragen« (S. 102). Hier kann er mit interessanten empirischen Befunden etwa zur »Volatilität der Parteipräferenzen« (S. 104) oder zur »Krise der Repräsentation« (S. 120) aufwarten. Als wichtige Erklärungen dieser Krisenphänomene nennt er wirtschaftliche Faktoren wie eine Verlangsamung des Wachstums, Einkommensstagnation und Ungleichheit, sowie politische wie Polarisierung, Rassismus und zunehmende Feindseligkeit gegenüber Andersdenkenden. Irgendwelche unumstößlichen Kausalketten möchte er aus seinen Beobachtungen indes nicht ableiten: »Wir können lediglich darüber spekulieren, welche Überlebenschancen die Demokratie unter den beobachteten Bedingungen hat« (S. 166).

Im dritten Teil wagt Przeworski einen Blick in die Zukunft. Ausgehend von der Überlegung, dass die Demokratie dann gut funktioniert, »wenn die politischen Institutionen alle gesellschaftlichen Konflikte strukturieren, absorbieren und regulieren« (S. 167), setzt er sich mit den verschiedenen Methoden zur Verarbeitung von politischen und gesellschaftlichen Konflikten auseinander. Falls die Intensität der Konflikte soweit ansteige, dass eine Polarisierung der Gesellschaft drohe, werde es »schwierig oder sogar unmöglich, Maßnahmen zu ergreifen, die für alle wichtigen politischen Kräfte akzeptabel sind« (S. 196). Wie könnte der Sturz eines demokratischen Regimes bewerkstelligt werden? Nachdrücklich warnt er vor einer »Rückentwicklung« in einem »Prozess der graduellen Erosion der demokratischen Institutionen und Normen« (S. 198) durch »bestimmte Schritte« einer »antidemokratischen« Regierung, die »allesamt nicht offen verfassungswidrig oder undemokratisch sind, in ihrer Gesamtheit« jedoch schon (S. 210). Zwar glaubt Przeworski nicht, dass »in den meisten Ländern das Überleben der Demokratie an sich auf dem Spiel steht« (S. 236) – doch für die Überwindung der gegenwärtigen Unzufriedenheit mit der Demokratie hat er keine einfachen Rezepte parat.

Armin Schäfer, Professor für Politikwissenschaft in Münster, und Michael Zürn, Direktor am Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung und Professor für internationale Beziehungen an der FU Berlin, wählen einen anderen Zugriff auf die Thematik. Sie sind überzeugt, dass sich die »Qualität der demokratischen Regierungsform auch in vermeintlich konsolidierten Demokratien verschlechtert« habe (S. 12). Wie schon andere Forscher vor ihnen verwenden sie dafür den Begriff der »demokratischen Regression«.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Mit diesem Begriff wollen sie eine »doppelte Entfremdung« fassen: »die abstrakte Entfremdung der Praxis vom demokratischen Ideal und die konkrete Entfremdung der Bürgerinnen von den demokratischen Institutionen« (S. 11). Sie konstatieren, dass nicht »alle gesellschaftlichen Gruppen [...] gleich gut repräsentiert« werden (S. 17) und nicht die »gleiche Chance« haben, »dass ihre Anliegen gehört und politisch umgesetzt werden« (S. 19). Diese realen »Schwächen der demokratischen Praxis« begünstigten den Aufstieg des »autoritären Populismus«, der beanspruche, den »Interessen der einfachen Menschen und stillen Mehrheiten wieder Geltung« zu verschaffen (S. 22). Um den Zusammenhang zwischen der Krise der Demokratie und dem »neuen« Populismus geht es denn auch hauptsächlich in ihrem Buch.

Nach der Erörterung der Frage, welche Merkmale eine Demokratie definieren, und einer kritischen Bestandsaufnahme der Ursachen der demokratischen »Erfolgsgeschichte« nach dem Zweiten Weltkrieg mit dem Zwischenfazit, dass sich ein »säkularer Trend zugunsten der Demokratie [...] nicht nachweisen« lasse (S. 57), gehen sie vorrangig der Frage nach, warum sich auch einige »alt ehrwürdige« Demokratien als »anfällig für den Rechtspopulismus erwiesen, obwohl sie zu den reichsten Staaten der Welt gehören und seit Jahrzehnten als liberale Demokratien eingeordnet werden« (S. 59). Ihre im Einklang mit neueren Forschungen stehende These: eine »zentrale Ursache« sei die »mangelnde Repräsentativität in den wichtigsten Entscheidungsorganen der Demokratie« (S. 61). Den Populismus, und hier setzten sie sich von der Forschung deutlich ab, begreifen Schäfer und Zürn keineswegs als »dünne Ideologie«, sondern als »Set von substanziellen politischen Positionen und Ideen« (S. 64): Populismus hege eine »homogene Volksvorstellung«, sei »nationalistisch«, »dezisionistisch« und habe eine »mehrheitsfixierte Komponente« (S. 65 f.). Mit anderen Worten, der »gegenwärtige Populismus« sei »zwar kein dominantes und historisch gewachsenes Skript, aber eine vollwertige politische Ideologie, die durch mehr als nur eine Gegenüberstellung von »korrupten Eliten« und »reinem Volk« gekennzeichnet« sei (S. 68).

Anschließend setzen sich die beiden ausführlich mit der »Krise der Repräsentation« oder, anders gewendet, der Unzufriedenheit großer Teile der Bevölkerung weniger mit bestimmten Politiken, sondern vielmehr mit dem politischen System insgesamt und den Entscheidungsträgern und -trägerinnen. Besonderes Augenmerk widmen die Autoren der »undemokratischen« Rolle »nichtmajoritärer Institutionen« (S. 103 ff.) wie Verfassungsgerichten, Zentralbanken oder der Europäischen Union. Ein eigenes Kapitel widmen Schäfer und Zürn den Krisen in der Demokratie, also beispielsweise der Finanz- und Eurokrise, der »Flüchtlingskrise« und der Coronakrise – Krisen, in denen sich die »konsolidierten Demokratien [...] als vergleichsweise gute Krisenmanager« zeigten (S. 136). Paradoxerweise, so ihre Beobachtung, sei das Vertrauen in sie zurückgegangen, während populistische Parteien etwa von der Coronakrise profitieren konnten, obwohl sie »beim Krisenmanagement kläglich versagt« (S.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

164) hätten. Die beiden Politikwissenschaftler leiten daraus die These ab, dass die »Herrschaft der autoritären Populisten« in »kaum einer Hinsicht die Qualität der Demokratie« verbessert habe, vielmehr führe sie »in fast allen Dimensionen zu einer Verschlechterung« (S. 177). Gleichwohl fordern sie dazu auf, »darüber nachzudenken, ob das von den autoritären Populisten attackierte ›System‹ nicht tatsächlich Defizite« aufweise; nötig sei »nicht nur eine Kritik der Unzulänglichkeiten der autoritären Populisten, sondern auch eine Kritik des demokratischen Systems« (S. 196). Sie schließen ihr Buch mit zehn teils allgemeinen, teils konkreten Empfehlungen, wie die Demokratie wiederbelebt und dem Problem des autoritären Populismus damit begegnet werden könnte.

Philip Manow, Professor für Politikwissenschaft an der Universität Bremen und 2018 bereits mit einer Studie zur politischen Ökonomie des Populismus in Erscheinung getreten, konzentriert sich erneut auf den Populismus. In ihm, so seine zentrale These, bündelten sich »zwei Prozesse«: »Der Populismus unserer Gegenwart konfrontiert uns mit der widersprüchlichen Gleichzeitigkeit, aber auch mit dem latenten Zusammenhang von zwei Entwicklungen, die ich *Demokratisierung und Entdemokratisierung* der Demokratie nennen möchte« (S. 13, Hervorhebung im Original). Im Anschluss an Cas Mudde und Cristóbal Rovira Kaltwasser deutet er Populismus im Wesentlichen als eine »illiberale demokratische Antwort auf undemokratischen Liberalismus« (S. 18). Denn die »Demokratie, wie wir sie bislang kannten, funktioniert nicht mehr richtig«, und man könne sie schlecht gegen ihre »Herausforderer« verteidigen, »wenn man ihre gegenwärtigen Schwächen nicht thematisiert, weil man sich darin eingerichtet hat, Ursache und Folge zu verwechseln« (S. 23). Den Begriff der Demokratisierung möchte er übrigens »rein analytisch, nicht normativ« verstanden wissen: »Er bezeichnet schlicht die Ausweitung von Partizipationschancen bzw. den Kollaps tradierter Exklusionsmechanismen« (S. 24).

Derart aufgeklärt, können Leser und Leserinnen Manows mitunter durchaus provozierenden Überlegungen folgen, zunächst zum Problem der »Demokratisierung der Demokratie«, anschließend zu dem der »Entdemokratisierung der Demokratie«. Er erinnert daran, dass der Begriff »Demokratie« bis weit ins 19. Jahrhundert hinein eine »Verfallsform politischer Herrschaft« bezeichnete (S. 30) und die Demokratie als »Gefahr für das Gemeinwesen« (S. 31) begriffen worden sei. Ausführlich beleuchtet er die Unterscheidung zwischen »Volk« und »Pöbel« und verweist darauf, dass »die Demokratie 1789 inmitten der wildesten Hetzreden und der größten Obszönitäten auf die Welt kam [...], vorangetrieben von einer Menge, die dann ja oft doch nur ein Lynchmob war« (S. 56). Das dürfte gewiss stimmen, doch was besagt das für den aktuellen Umgang mit dem Phänomen des Populismus?

Im Anschluss geht Manow der Frage nach, »was mit der repräsentativen Demokratie geschieht, wenn Parteien die in der repräsentativen Demokratie anfallenden multiplen



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

politischen Koordinierungsfunktionen immer weniger zu erfüllen vermögen« (S. 69). In diesem Zusammenhang diskutiert er anhand der Fälle Corbyn, Trump und Macron auch das Problem der Führungsauslese: Das neue politische Führungspersonal, so sein Befund, suche sich »einfach neue Parteien« (S. 103). Diese Beobachtung trifft in den erwähnten Fällen zwar (teilweise) zu, doch ist die empirische Basis momentan noch zu schmal, um daraus einen Trend ableiten zu können.

Im zweiten, kürzeren Teil geht es um die Entdemokratisierung der Demokratie. Bedenkenswert erscheinen hier insbesondere Manows Überlegungen zur »Demokratiegefährdung durch Demokratiegefährdungsdiskurse« (S. 124), mit denen er gängigen Gefährdungsdiskursen deutlich widerspricht. Hier plädiert er für mehr Gelassenheit, denn der »Streit über die Demokratie gehört [...] in gewissem Sinne zu ihr« (S. 139): »Die beständige Gefahr besteht darin, dass die Feinde der Demokratie im Namen der Demokratie die Demokratie kapern könnten«. Heute lasse sich »nur noch ein als Demokratie legitimates Ende der Demokratie vorstellen« (S. 140). Wirklich beruhigend ist das nicht, zumal Manow sein Buch mit der These ausklingen lässt, »dass wir nicht nur mit keiner Krise der Demokratie konfrontiert sind, sondern ganz im Gegenteil mit einer Demokratisierung der Demokratie, die sie aus ihrer institutionellen und konstitutionellen, und das heißt auch aus ihrer internationalen Einhegung mehr und mehr hinausführt« (S. 174). Hatten Schäfer und Zürn im Gegensatz dazu gerade die Bedeutung spezifisch historischer Kontextbedingungen für die Ausbreitung der Demokratie hervorgehoben (Schäfer, Zürn, S. 57), möchte Manow diesen »Rahmen« offensichtlich loswerden.

Reichlich Stoff zum Nachdenken also. Wer sich auf breiter empirischer Grundlage und anhand der relevanten einschlägigen Literatur über den gegenwärtigen Zustand der Demokratie, ihre drängendsten Probleme und ihre Aussichten informieren möchte, dem sei die Lektüre der drei Bücher unbedingt empfohlen. Sie bieten eine Fülle von Daten, pointierte Überlegungen und teilweise auch Vorschläge, wie das Überleben der Demokratie gesichert werden könnte. Und ungeachtet des düsteren Themas bereitet die Lektüre durchaus intellektuelles Vergnügen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Katharina Rauschenberger, Sybille Steinbacher (Hg.), Fritz Bauer und »Achtundsechzig«. Positionen zu den Umbrüchen in Justiz, Politik und Gesellschaft, Göttingen (Wallstein) 2020, 278 S. (Studien zur Geschichte und Wirkung des Holocaust, 3), ISBN 978-3-8353-3845-6, EUR 34,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Christian Roques, Reims

Fritz Bauer, pourfendeur du silence sur les crimes du national-socialisme, organisateur du grand »procès d'Auschwitz« à Francfort, défenseur d'une libéralisation du système judiciaire et plus largement de la société fédérale allemande, juriste de gauche, donc forcément: Fritz Bauer, icône de »68«. En tout cas, voilà le cliché. La réalité est bien plus complexe.

Pour les cinquante ans de »68« et de la mort de Fritz Bauer, et ainsi qu'à l'occasion de la publication, en deux énormes volumes, de ses »Kleinere Schriften«, un colloque organisé par le Fritz-Bauer-Institut en juillet 2018 fut l'occasion a permis de revenir sur le rapport entre Bauer et le mouvement étudiant des années 1960-70. Le présent volume en présente – dans une forme augmentée et transformée – les résultats.

Dans l'introduction, Katharina Rauschenberger, chercheuse au Fritz-Bauer-Institut et co-éditrice du livre, expose clairement la complexité de la question du rapport entre Bauer et le mouvement étudiant naissant. Sur le papier, le travail de Bauer offre de nombreuses entrées qui auraient dû et pu intéresser la jeune génération: poursuites contre les criminels nazis, lutte pour une libéralisation du droit pénal, soutien (quand il en eut l'occasion) de la contestation de la législation sur l'état d'exception. Mais au bout du compte, le constat – explicitement posé en introduction et ensuite décliné à travers le livre – est celui d'un dialogue qui n'a pas eu lieu. Même quand il fut mis en scène: analysant la fameuse émission de 1964, »Heute Abend Kellerclub«, dans laquelle Bauer est confronté aux questions de jeunes allemands (étudiants, mais aussi syndicalistes et militants politiques), et qui sert généralement d'illustration à son dialogue avec la jeunesse, Rauschenberger pointe la rupture qui s'installe entre la demande de discours politique engagé et de critique structurelle émanant des jeunes et les réponses fixées sur l'éthique individuelle de Bauer: »Le credo de Bauer – »Personne ne crée la démocratie, à moins que ce ne soit vous, moi, nous, chacun pour soi« – sonnait très apolitique à leurs oreilles« (p. 14). Finalement, la pondération républicaine de Fritz Bauer, »qui appartenait plutôt à la génération des grands-parents que des parents des soixante-huitards« (p. 18), n'était guère audible pour des jeunes en phase de radicalisation.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Mais surtout, ce qui fonde à la difficulté d'étudier le rapport de Bauer à »1968«, c'est ce que résume parfaitement Hanna Hecker dans un article sur la revue étudiante »Diskus«: »Dans quelle mesure Fritz Bauer aurait partagé ces principes théoriques, ainsi que la volonté qui en découlait pour de nombreux étudiants de rompre radicalement avec les conditions existantes, reste non élucidé: il est décédé le 1er juillet 1968« (p. 67). Dès lors, bien des considérations sur "Fritz Bauer et 68" qui portent sur le rapport de Bauer à »68« se font nécessairement sur le mode de la conjecture: ainsi Jörg Requate note qu'»on doit pouvoir supposer« (p. 99-101) que Bauer était une référence importante pour les juges critiques de la Justice tels que Rudolf Wassermann et Theo Rasehorn, mais qu'il est »spéculatif« (p. 100) de se demander s'il aurait participé au Aktionskomitee Justizreform.

Dès lors, le livre répond à un triple objectif: d'une part, éclairer la pensée de Fritz Bauer sur des sujets qui trouveront (ou auraient dû trouver) un écho dans le contexte historique du moment »68«; d'autre part, montrer comment les idées de Bauer furent reprises (ou plus souvent: pas reprises) au sein du mouvement étudiant; enfin: éclairer les dynamiques générales qui peuvent précisément expliquer cette absence notable de dialogue avec l'œuvre de Bauer. Cette logique générale s'organise autour de quatre grandes sections thématiques: une première consacrée à la question du rapport entre »droit et national-socialisme« et les efforts de Bauer pour traduire en justice les criminels nazis; une deuxième qui se penche sur le problème de »la démocratisation de la justice«; une troisième portant sur la pensée réformatrice de Bauer en matière de droit pénal et de *Sexualstrafrecht* et une dernière section sur la place de Bauer dans l'évolution théorique de la nouvelle gauche allemande dans la deuxième moitié des années 1960.

Au bout du compte, le fil rouge de l'ensemble des articles est celui d'une rencontre manquée. Si sa mort précoce fait qu'il est difficile de savoir ce que Fritz Bauer aurait fait de »68«, il est manifeste, à travers les différents éclairages offerts, que »68« ne sut pas vraiment quoi faire de Bauer.

Toutefois, cela n'entame en rien l'intérêt de la lecture ainsi offerte. Le livre dresse un tableau passionnant des »longues années 1960« (Detlef Siegfried) dont le tournant s'amorce dès 1958/59 avec l'exposition itinérante sur la »Justice nazie impunie« (»Ungesühnte Nazijustiz«) organisée notamment par Reinhard Strecker – qui, plus tard, se décrira justement comme un »cinquante-huitard« (p. 214) pour se démarquer des »soixante-huitards« qui suivent.

Et dans ce contexte, il apparaît indéniable que l'œuvre et les actions de Fritz Bauer contribuent à créer les conditions intellectuelles et sociales qui permettent à la critique étudiante d'émerger. C'est notamment ce que souligne Annette Winke (p. 72) en guise d'ouverture d'un article qui s'intéresse ensuite au fait que le mouvement étudiant délaisse rapidement les apports historiques des grands procès contre les criminels nazis pour se consacrer aux théories (bien plus générales et abstraites) sur le fascisme. Winke



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

avance l'hypothèse qu'aux yeux des étudiants les procès contre les criminels nazis auraient même été l'expression d'une «justice politique», car envisagés comme l'avvers d'une médaille dont le revers était la législation sur la sécurité nationale (*Staatsschutzrecht*) qui protégeait les anciens nazis au sein de l'État. Dans une telle perspective, les procès n'auraient été qu'un «alibi», visant à détourner l'attention des continuités personnelles et structurelles entre le régime national-socialiste et la République fédérale (p. 77). Eclairant la même question sous un angle un peu différent, David Bebnowski montre la manière dont la réflexion de la nouvelle gauche berlinoise – illustrée notamment à travers la Internationale Liga für Menschenrechte (ILMR) et de la revue «Argument» qui lui sert de relais – passe d'un intérêt historique pour l'antisémitisme à une réflexion sur les conditions structurelles des crimes antisémites du national-socialisme et arrive ainsi à une réflexion critique sur le capitalisme et à un retour au marxisme. Si Bauer pouvait être une référence pour la première étape, il est marginalisé pour la seconde.

Même dans des domaines plus spécifiquement juridiques l'influence de Bauer est moins manifeste qu'on aurait pu le penser. Ainsi, l'article de Jörg Requate montre que la pensée de Bauer aurait offert bien des «portes d'entrée» à la critique étudiante, mais il est bien obligé de constater en conclusion qu'«elles ne furent reprises à cette époque, ni par le mouvement étudiant, ni par les juristes réformateurs» (p. 101). Et l'excellent article d'Alexandra Kemmerer sur la naissance de la revue «Kritische Justiz», montre, entre autres choses, que Fritz Bauer accompagna avec enthousiasme et investissement la mise en place de cette revue critique du droit, mais qu'il refusa au dernier moment de figurer dans l'imprimé. Les ultimes considérations de Kemmerer sur la stratégie médiatico-politique de Bauer comme «l'expression d'un travail stratégique multidimensionnel» mériteraient d'être creusées plus avant.

Dans tous les cas de figure, on ne peut que recommander la lecture de cet ouvrage riche, complexe et éclairant.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Helmut Reinalter, Arnold Ruge (1802–1880).
Junghegelianer, politischer Philosoph und
bürgerlicher Demokrat, Würzburg (Königshausen
& Neumann) 2020, 267 p., ISBN 978-3-8260-7120-1,
EUR 49,80.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Lucien Calvié, Toulouse

Je fis la connaissance de Helmut Reinalter lors d'un congrès à Innsbruck, en 1988, sur la Révolution française vue d'Europe centrale, un an avant le bicentenaire de 1789. Il me parla d'un projet de livre sur Ruge et d'archives à Londres et Amsterdam, et cela parce que ma communication au congrès portait sur la gauche hégélienne et Ruge face à l'héritage de la Révolution jusqu'en 1848, Marx inclus, dont j'avais publié en 1986, avec François Furet, une anthologie commentée des nombreux textes sur la Révolution française.

Plus de trente ans plus tard, je vois que Reinalter a eu de la suite dans les idées. Lui et moi n'avons jamais perdu de vue un Ruge souvent trop négligé au profit d'un Marx tenu pour une brillante exception, alors qu'il n'est, au départ, qu'un des éléments de cette gauche hégélienne que j'ai proposé¹, d'appeler l'hégélianisme critique. Sur Ruge en particulier, j'ai publié deux traductions avec des notes et deux longues présentations². Les textes ainsi traduits sont de 1843 et 1844 sur l'«entente» révolutionnaire entre Allemands et français et sur le «patriotisme», puis de 1849, face à un échec révolutionnaire que Ruge souhaite transformer en un nouveau départ victorieux, sur la nécessité d'une seconde révolution, plus radicale que celle de mars 1848, et inspirée par le socialisme républicain français de Louis Blanc, sur la base d'un coopératisme généralisé, n'abolissant pas la propriété privée, mais la relativisant au nom du droit de vivre en travaillant selon ses capacités, coopératisme opposé, à la fois, au capitalisme et au communisme.

Reinalter définit son entreprise comme double, biographique et d'analyse des textes. Après l'introduction sur les Lumières, la Révolution et le début du mouvement démocratique au XIX^e siècle, l'ouvrage s'attache au milieu d'origine de Ruge, l'île baltique de Rügen, dont Reinalter ne souligne pas assez le relatif archaïsme: travailleurs agricoles longtemps réduits au servage, fermiers,

¹ Lucien Calvié, Heine/Marx. Révolution, libéralisme, démocratie et communisme, Uzès 2013.

² Aux origines du couple franco-allemand. Critique du nationalisme et révolution démocratique avant 1848, Toulouse 2004, que Reinalter cite, et: La Fondation de la démocratie en Allemagne, Grenoble 2021, paru postérieurement à sa monographie.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

dont le père de Ruge, et grands propriétaires. Puis viennent les activités de Ruge dans une *Burschenschaft* traversée par le radicalisme démocratique de Karl Follen. Mais Reinalter aurait pu aussi montrer l'autre face du mouvement, qui est teutomane, francophobe et judéophobe. L'activité de Ruge dans un groupe radical, le *Jünglingsbund*, débouche sur une peine de forteresse de quinze ans, réduits à cinq, de 1826 à 1830.

1830, avec la révolution de Juillet, signifie le retour de la France à sa tradition révolutionnaire, modèle pour les peuples d'Europe, dont l'allemand. Ruge, enseignant non titulaire à l'université prussienne de Halle avec une thèse sur l'esthétique de Platon, découvre alors la philosophie de Hegel, mort en 1831. Il devient à partir de 1837-1838, avec les »Hallische Jahrbücher für Wissenschaft und Kunst«, devenues en 1841 »Deutsche Jahrbücher...« à Dresde, en Saxe, le cœur médiatique et politique de la gauche hégélienne. Reinalter met en évidence, chez Ruge, la notion de »nouvelle Aufklärung«, la critique néohégélienne ou »humaniste« de l'aliénation religieuse s'intégrant à une perspective de changement politique, puis l'idée que Ruge se fait de la démocratie dans un »État du peuple« (»Volksstaat«), et il en vient au conflit entre Ruge et Marx, à Paris, en 1843-1845, autour des »Deutsch-französische Jahrbücher«, donc au cœur du problème, celui du communisme dans ses rapports avec la démocratie.

Après cette rupture, Ruge quitte Paris et collabore en 1845-1846 avec Julius Fröbel, un éditeur démocrate allemand en exil à Zurich, puis revient en Allemagne, à Leipzig (Saxe). L'ouvrage décrit ensuite l'activité de Ruge en 1848-1849, y compris comme député au Parlement de Francfort, si décevant pour lui, mais aussi à Berlin et en Saxe. Après 1849, l'exil anglais inclut un essai de poursuite de l'activité politique, en lien avec l'infatigable républicain italien Mazzini et d'autres vaincus de 1848: Polonais, Hongrois et Français, dont Ledru-Rollin. Puis vient le ralliement partiel de Ruge, en 1866, au moment de la victoire prussienne de Sadowa sur l'Autriche, au nom de la nation allemande à unifier, à la politique bismarckienne, ralliement assorti de réserves. Le livre s'achève sur la réaffirmation, à laquelle Reinalter tient beaucoup, de la consubstantialité entre la gauche hégélienne, dont Ruge, et l'*Aufklärung*.

Quelques remarques critiques:

1°) à propos de la »nouvelle Aufklärung«, Reinalter aurait pu montrer le parallélisme explicite, chez Ruge, entre le schéma Lumières/Révolution française et le schéma hégélianisme critique ou »humanisme«/révolution allemande à venir.

2°) La philosophie de l'histoire de Hegel fournit à Ruge le fondement théorique de ses aspirations émancipatrices antérieures, issues du radicalisme de la *Burschenschaft*.

3°) L'appellation *bürgerlicher Demokrat* ne me semble pas justifiée pour Ruge, cette formule, très utilisée en RDA, séparant artificiellement une politique dite prolétarienne d'une politique

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85140](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85140)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

dite bourgeoise, alors que Ruge représente un radicalisme démocratique et petit-bourgeois, hostile à la fois à l'Ancien Régime austro-prussien, au libéralisme bourgeois et au communisme (Moses Heß et Marx).

4°) Le terme de «république social-démocrate» ou «sociale et démocratique» est emprunté par Ruge à Louis Blanc, avec qui il fut en rapports sympathiques à Paris. Par où l'on voit que la social-démocratie, tenue en France pour une spécialité allemande, a une partie de son origine dans le républicanisme social ou socialiste de la monarchie de Juillet (Blanc, Buchez, Cabet, Pierre Leroux), pour lequel le socialisme est identique à la république, sans distinction entre le politique et le social.

5°) La participation de Ruge aux événements de 1848–1849 et son long commentaire (voir notre traduction-présentation de 2021) sont abordés trop succinctement, alors que, pour Ruge, rien n'est encore »joué« en 1849: il a l'espérance d'une seconde révolution.

6°) Le ralliement partiel à Bismarck en 1866, au nom de l'unité allemande, témoigne de la persistance, chez Ruge, de l'héritage de la *Burschenschaft* et de la complexité de son rapport au »patriotisme« français et à un »nationalisme« allemand issu des guerres antinapoléoniennes de 1813–1815.

7°) Un tableau chronologique mettant en regard l'époque, la vie de Ruge et ses textes, aurait été utile.

Ces remarques n'ont en vue qu'une éventuelle discussion positive et n'ôtent rien à l'intérêt d'un livre très bienvenu pour les chercheurs et le public intéressé par l'idée démocratique et son devenir difficile en Allemagne, le sociologue Max Weber, cité par Lukács en 1969, ayant même estimé que les »malheurs« de l'Allemagne, jusqu'au nazisme inclus, auraient leur origine dans le fait qu'aucun Hohenzollern, à la différence de Charles I^{er} en Angleterre et de Louis XVI en France, n'y a jamais été décapité.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85140](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85140)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Thomas Sandkühler, Angelika Epple, Jürgen Zimmerer (Hg.), Geschichtskultur durch Restitution? Ein Kunst-Historikerstreit, Wien, Köln, Weimar (Böhlau) 2021, 456 S., 22 s/w u. farb. Abb. (Beiträge zur Geschichtskultur, 40), ISBN 978-3-412-51860-8, EUR 45,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Hélène Ivanoff, Paris/Francfort-sur-le-Main

Depuis le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou le 28 novembre 2017, la France s'est engagée dans une politique active de restitution des biens culturels africains qui a récemment abouti au retour emblématique de 26 œuvres des trésors royaux d'Abomey à la République du Bénin, le 26 octobre 2021. Le pari du président français est tenu, le principe de l'inaliénabilité des collections dérogé, le transfert des objets culturels africains symboliquement amorcé. Tandis que le Humboldt-Forum a désormais ouvert ses portes dans le cœur de la capitale berlinoise, les débats suscités par les questions postcoloniales sont, quant à eux, toujours aussi vifs en Allemagne qui a promis de premières restitutions au cours de l'année 2022.

L'ouvrage »Geschichtskultur durch Restitution? Ein Kunst-Historikerstreit« édité par Thomas Sandkühler (université Humboldt de Berlin), Angelika Epple (université de Bielefeld) et Jürgen Zimmerer (université de Hambourg) présente les différentes facettes de cette controverse historiographique concernant les »arts« des États postcoloniaux et donc principalement les historiens de l'art et du patrimoine. Comme le suggère le titre, elle évoque le débat (*Historikerstreit*) qui enflamma le pays dans les années 1980, sous la houlette de Jürgen Habermas, visant à faire reconnaître la place particulière de la Shoah au sein des massacres commis sous les régimes totalitaires. Sans doute, en Allemagne, l'histoire coloniale est-elle plus étroitement associée à l'histoire du nazisme, la question des restitutions et des réparations morales étant profondément ancrée dans la mémoire collective des atrocités et, plus spécifiquement, des génocides perpétrés pendant ces périodes historiques.

Le livre comprend 21 contributions individuelles dont trois en anglais, toutes écrites par des chercheurs et chercheuses renommés, aux positions souvent antagonistes. L'étude introductive rédigée par les trois coéditeurs insère ces points de vue dans le contexte postcolonial plus large et rappelle ce que l'on entend par la culture de l'histoire (*Geschichtskultur*), concept développé à partir de la fin des années 1980 et dans les années 1990 dans l'espace germanophone pour désigner les diverses manifestations de l'histoire dans le temps présent et la manière dont l'histoire est appréhendée dans la vie sociale contemporaine. Christoph Zuschlag explique entre autres comment cette mémoire



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

de l'histoire ne peut être abordée que de façon globale, les sociétés étant en perpétuelles interactions et elles-mêmes en évolution (voir l'introduction, p. 18–19 et p. 429–447). Il reprend ici des principes chers à l'histoire culturelle, élaborés dès les années 1980 par Michael Werner et Michel Espagne, cherchant à mettre en exergue, dans l'histoire des transferts culturels, les interférences entre les sociétés et les re-sémantisations à l'œuvre, lors de la circulation des œuvres, dans les sociétés à l'origine et à l'arrivée du transfert. La *Geschichtskultur* s'inscrit cependant dans l'étude des sociétés actuelles et leur rapport au passé, mettant en lumière les traces sensibles de la culture historique dans les temps présents et la manière dont celle-ci se construit.

Le lecteur ne trouvera cependant que peu de développement théorique correspondant à cet ambitieux programme suggéré par le titre et l'étude introductive. En outre, il est curieux que les coéditeurs aient, par le choix de l'expression réductrice de *Kunst-Historikerstreit*, limité cette querelle à une dispute concernant l'art, alors que les différentes contributions soulignent, paradoxalement, les multiples dimensions du problème: certes historique, artistique et culturel, mais aussi juridique, philosophique, ethnologique, éthique et avant tout politique. Il s'agit plutôt d'une présentation des polémiques existantes sans qu'un bilan conclusif soit véritablement dressé, si toutefois le terme de polémiques est encore adapté. En effet, il n'est presque plus possible aujourd'hui de contester la légitimité des demandes de restitutions concernant le patrimoine culturel africain, sans se voir reprocher de n'avoir pas pris conscience des analyses, au combien pertinentes, des études postcoloniales: grâce à elles, il est établi que l'ère coloniale mit en place un système fondé sur la violence, l'oppression, l'exploitation et l'extermination, plaçant les sociétés coloniales en position de subalternes. Elles ont définitivement remis en cause la légalité des acquisitions des objets culturels en période coloniale, même si la loi de l'époque effectivement le permettait bien (voir pour le contexte historique dans lequel les collections européennes ont été constituées le pertinent article de Rebekka Habermas, p. 79–99 et pour le discours idéologique propagé par les musées la contribution de Mirjam Brusius, p. 125–144).

Devant cette prise de conscience européenne, et probablement aussi en raison de la voie politique claire affichée par la France, les anciens opposants/réticents aux restitutions en Allemagne ne peuvent désormais que proposer des solutions alternatives de circulations des œuvres dans des expositions temporaires (Hermann Parzinger, p. 101–112) et plaider pour une implication des communautés d'origine dans les pratiques d'expositions (Hartmut Dorgerloh, p. 113–123). D'autres rappellent l'importance de continuer à étudier les sociétés colonisées auxquelles ces objets ont été confisquées, de tracer le circuit emprunté par les œuvres et leurs significations actuelles et passées (Erhard Schüttzel, p. 37–54 ; Benno Nietzel, p. 147–162; Andreas Eckert, p. 245–259). Quant aux fervents partisans de la restitution, ils ne souhaitent plus discuter que des modalités du retour, notamment pour les collections anthropologiques (Bettina Brockmeyer, p. 411–

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85141](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85141)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

428 ; Lukas H. Meyer, p. 223–242). Concernant les collections ethnologiques et artistiques, ils se rangent derrière le concept d'un »patrimoine universel«, à partager plus équitablement.

Le livre accorde une place particulière aux voix africaines (Flower Manase, p. 181–189; Safua Akeli Amaama, p. 191–206; Osarhieme Benson Osadolor, p. 207–221). Il souligne à quel point les concepts de propriété, de patrimoine et de droit, ne recouvrent pas les mêmes acceptations, ni les mêmes pratiques, en Europe et en Afrique (Brigitta Hauser-Schäublin, p. 55–78 ; Sheila Heidt, p. 321–346 ; Matthias Goldmann, Beatriz v. Loebenstein, p. 347–384). La question des restitutions ne serait-elle qu'un problème occidental et politique, éloignée des préoccupations des populations africaines d'aujourd'hui? Ne néglige-t-elle pas entre autres le fait que le rapport au passé dans les sociétés africaines est basé probablement plus sur les traditions orales que sur la culture matérielle liée aux objets? Si la recherche de provenance paraît aujourd'hui incontournable dans les discours politiques, ne faudrait-il pas se donner les moyens de cette politique, déjà bien avancés en Allemagne, grâce à la création du Deutsches Zentrum für Kulturgutverluste et prendre en compte la valeur que les sociétés africaines affectent aujourd'hui à ces objets culturels afin de prioriser les restitutions dans les milliers d'objets conservés aujourd'hui en Europe?

Loin d'être un ouvrage théorique, comme le promettait de façon trompeuse le titre, le livre passionnera néanmoins les lecteurs qui s'intéressent au débat, présenté ici dans sa complexité et sa diversité. Il atteste de la volonté des acteurs européens d'impliquer leurs homologues africains et d'assumer avec eux la mémoire du lourd héritage colonial dans les sociétés contemporaines. Le livre laisse néanmoins le lecteur sur sa faim par l'absence de dialogue entre les auteurs et/ou de bilan sur le thème. Le lecteur n'y trouvera pas de réponse aux questions fondamentales sous-jacentes: une politique de restitution permettra-t-elle véritablement de dépasser les structures coloniales d'hier et de construire de nouvelles relations avec les pays anciennement colonisés? Ne s'agirait-il que d'un leurre pour imposer de nouvelles dominations culturelles, politiques et commerciales aux États postcoloniaux ou, au contraire, les États européens, par ces premiers pas, s'engagent-ils effectivement sur une voie qui devrait indéniablement conduire à des réparations appropriées et contribuer à la restauration d'un patrimoine culturel matériel dispersé?

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85141](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85141)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Harriet Scharnberg, Die »Judenfrage« im Bild. Der Antisemitismus in nationalsozialistischen Fotoreportagen, Hamburg (Hamburger Edition) 2018, 443 S., 95 Abb. (Studien zur Gewaltgeschichte des 20. Jahrhunderts), ISBN 978-3-86854-325-4, EUR 28,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Steven Luckert, Washington, DC

Images have long informed the ways in which we view the Third Reich, World War II, and the Holocaust¹. Indeed, our collective memories of these events have been powerfully shaped by photographs and film taken by international photojournalists, Nazi propagandists, Allied cameramen and -women as well as by Jewish photographers in the ghettos of German-occupied eastern Europe. Although this wealth of visual material has been packaged and re-packaged in countless popular histories, it has only been in recent decades that scholars have begun to critically examine this photography. Some have shed light on individual photos or photographers, while others have focused on the private photography of »ordinary« Germans, and still others on Allied photography of the liberation of the Nazi concentration camps².

Interpreting photos, however, is a notoriously difficult task, since it often depends on discovering the whos, whens, whats, whys, and hows behind the image. Without this proper contextualization,

¹ The views expressed in this review are those of the author's and do not reflect those of any other party.

² Among these recent works are Wendy Lower, *The Ravine. A Family, a Photograph, a Holocaust Massacre Revealed*, Boston 2021; David Shneer, *Grief. The Biography of a Holocaust Photograph*, New York 2020; and his earlier work, *Through Soviet Jewish Eyes: Photography, War, and the Holocaust*, New Brunswick 2011; Winfried Ranke, *Deutsche Geschichte kurz belichtet. Fotoreportagen von Gerhard Gronefeld 1937–1965*, Berlin 1991; Rudolf Herz, *Hoffmann & Hitler. Fotografie als Medium des Führer-Mythos*, Munich 1994; Tal Bruttman, Stefan Hördler, Christoph Kreutzmüller, *Die fotografische Inszenierung des Verbrechens. Ein Album aus Auschwitz*, Darmstadt 2019; Jan Tomasz Gross with Irina Grudzińska Gross, *Golden Harvest: Events at the Periphery of the Holocaust*, New York 2012; Nadine Fresco, *On the Death of Jews. Photographs and History*, trans. by Sarah Clift, Published in Association with the United States Holocaust Memorial Museum 2021; Vivian Uria, *Flashes of Memory: Photography During the Holocaust*, Jerusalem 2018; Janina Struk, *Photographing the Holocaust. Interpretations of the Evidence*, London 2004 (reprinted 2020); Cornelia Brink, *Ikonen der Vernichtung. Öffentlicher Gebrauch von Fotografien aus nationalsozialistischen Konzentrationslagern nach 1945*, Berlin 1998 (Schriftenreihe des Fritz-Bauer-Instituts, 14); Barbie Zelizer, *Remembering to Forget. Holocaust Memory Through the Camera's Eye*, Chicago 1998.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

analysis can often result in misinterpretation or outrageous speculation. Determining the motivation behind a particular image or whether it represents a particular »gaze« is fraught with challenges.

Harriet Scharnberg well understands these problems. In her masterful study, »Die ›Judenfrage‹ im Bild: Der Antisemitismus in nationalsozialistischen Fotoreportagen«, she rightly points out that photographs lend themselves to a variety of different interpretations and that to understand the meaning of an image, particularly one that appeared in print, the scholar needs to delve into the sources that document the creative and publishing processes involved. Understanding these processes is an integral part of her study, which examines how Nazi propagandists disseminated antisemitic imagery through popular illustrated weeklies, like the »Berliner Illustrierte Zeitung« (BIZ), to millions of Germans.

To set the proper historical context, Scharnberg provides readers with a very useful introduction to the Nazi regime's regulation of the press. She discusses the impact of legislation that ultimately deprived hundreds of press photographers of their income and profession and forced many of them, especially Jews, to emigrate. The »aryanization« of Jewish-owned press enterprises, like the Ullstein publishing house, which issued the BIZ, one of Europe's most popular illustrated weeklies, transformed these enterprises into Nazi propaganda tools. For those journalists and press photographers who were permitted to work, a combination of terror and legislation acted like the proverbial »sword of Damocles« over their heads, compelling them to self-censor or risk losing their jobs or serving time in a concentration camp for »weakening the power of the German Reich«. To be sure, there was no shortage of those who agreed with the policies of the Nazi state and eagerly used their cameras or pens to promote the regime's goals.

Even foreign news agencies, such as the Associated Press (AP), were not exempt from the new regulations and were forced to comply with its racial policies by dismissing Jewish photographers and staff. In some cases, the German affiliates of international press organizations closed up shop or were acquired by German firms. This is, of course, a topic that Scharnberg knows very well since she first exposed the complicated relationship between the AP and the Reich Ministry of Public Enlightenment and Propaganda in a pioneering article in 2016³. Not surprisingly, her research generated a great deal of publicity, ultimately forcing the Associated Press to issue its own report and open up some of its

³ See Scharnberg's article on the AP's role: Das A und P der Propaganda. Associated Press und die nationalsozialistische Bildpublizistik, in: Zeithistorische Forschungen/Studies in Contemporary History, Online-Ausgabe, 13 (2016), H. 1., Druckausgabe S. 11-37, DOI: [10.14765/zsf.dok-1413](https://doi.org/10.14765/zsf.dok-1413).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

archival holdings⁴. In »Die ›Judenfrage‹ im Bild«, she builds upon this work as well as her even earlier research detailing how Nazi photo propaganda represented German and Jewish labor⁵.

In her analysis of antisemitism in press photos she draws on a number of important sources, including the BIZand »Das Schwarze Korps«, the SS newspaper. Scharnberg shows how published photographs promoted negative stereotypes of Jews, particularly those in eastern Europe, that stigmatized them as racially alien, lazy, dirty, criminal, and antagonistic to the German Reich. This was clearly exemplified in German press images of Jewish ghettos in German-occupied Poland. While some of these Nazi tropes are well known to scholars, Scharnberg goes a step further. She shows how the Reich's illustrated press transformed the »ghetto« from a »Jewish slum« into the prototype of a »Jewish state«, by using photographs taken by Wehrmacht Propaganda Companies, which had been specifically selected and captioned for propagandistic purposes. By presenting the ghettos as examples of »Jewish self-government«, the press conveyed the false impression that Jews themselves, not the German administration, were responsible for the horrific conditions there. Presented in this way, the ghetto stood as the complete antithesis of the Nazi mythical vision of a German *Volksgemeinschaft*, in which all »national comrades« buried their religious, regional, and class differences for the benefit of the greater good. Nazi propagandists commonly visually contrasted and juxtaposed Germans and Jews to racialize both, but it was always to the detriment of the latter.

As she did in her earlier work on the representation of German and Jewish work, Scharnberg cites some interesting, and short-lived, photographic anomalies in the German press that tended to contradict or offset the more prevalent negative images of Jews as work shy or as haggling merchants. In fall 1934, the Nazi newspaper, »Der Angriff« published a series of articles by an SS Middle East expert, Leopold von Mildenstein, entitled, »Ein Nazi fährt nach Palästina«, which showed »positive« images of Jews at work on *kibbutzim*. Combined with photographs taken by a local Jewish photographer, the text aimed to foster support for Jewish emigration from Germany to Palestine as a solution to the »Jewish Question«. Likewise, the German press later published photographs of Jews in ghetto workshops, which, like those taken in Palestine, seemed to highlight the transformative power of labor. Ultimately, negative portrayals of Jews trumped all others.

The disappearance from public view of positive images of Jews was part and parcel of Nazi propaganda strategy during the

⁴ See the Associated Press's response and report: <https://www.ap.org/ap-in-the-news/2017/ap-releases-in-depth-review-of-its-coverage-of-nazi-germany>.

⁵ See her piece, Arbeit und Gemeinschaft. Darstellungen ›deutscher‹ und ›jüdischer‹ Arbeit in der NS-Bildpropaganda, in: Marc Buggeln, Michael Wildt (ed.), Arbeit im Nationalsozialismus, Munich 2014, p. 164–186.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85142](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85142)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Third Reich. As Scharnberg aptly suggests it was not just what was shown in illustrated newspapers that is important, but what wasn't shown. During the height of the Holocaust it was taboo for the German press to write or publish photos about the implementation of the »Final Solution of the Jewish Question« in the occupied East. Mass murder was to be kept secret from the German population and the world. The German press still actively promoted antisemitism, regularly denouncing »World Jewry« for causing the war and plotting to destroy western civilization. At the same time, Nazi propagandists also warned Germans not to believe »atrocity propaganda« which were invented and spread by »international Jewry« and the Allies.

One difficult challenge that all scholars of Nazi propaganda face is how to evaluate public reception to a particular campaign or message. German illustrated weeklies reached a huge audience, particularly during the war years, yet we know relatively little about how »ordinary« Germans reacted to the antisemitic imagery. Did readers just glance at the photo of Jews? Did they also read the captions? Or did they skip over these sections for more escapist or sensational articles? Not all antisemitic propaganda proved successful. To cite just one example, the pseudo-documentary film, »Der ewige Jude« (1940), was heavily trumpeted by Goebbels, but fared poorly with German audiences. In contrast, the equally antisemitic costume drama, »Jud Süß« (1940), proved to be a box office hit. Heavy handed narration with German propaganda footage of Polish Jews lacked the appeal of a feature film filled with the country's leading actors and actresses. Since the staged Nazi propaganda »documentaries« on the Warsaw and Theresienstadt ghettos were never shown to the general public, one can only speculate on how audiences would have reacted to them.

All this being said, Harriet Scharnberg's monograph makes an important contribution to the fields of Holocaust studies and modern mass communications. Her emphasis on historical context serves as an important reminder not only to historians, but to museum curators as well. Germans in the 1930s and 1940s perceived these antisemitic images very differently from audiences today. Understanding the ways in which ordinary Germans read these photographs helps us better assess Nazi propaganda. One hopes that Scharnberg will continue to publish more thought-provoking research on the power of images.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Matthias Uhl, Thomas Pruschwitz, Martin Holler, Jean-Luc Leleu, Dieter Pohl (Hg.), Die Organisation des Terrors. Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1943–1945. Herausgegeben im Auftrag des Deutschen Historischen Instituts Moskau, München, Zürich (Piper) 2020, 1147 S., ISBN 978-3-492-05896-4, EUR 42,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Florent Brayard, Paris

En 1999 paraissait »Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42«¹. Dans les milieux académiques, la publication avait fait grand bruit. Il s'agissait en effet d'une source de première importance – l'agenda professionnel du chef de la SS, Heinrich Himmler – disponible pour une période en tout point cruciale – les années 1941–1942 – alors même que tant d'archives nazies avaient été volontairement détruites. Ces 570 pages avaient été découvertes quelques années plus tôt, dans les »archives spéciales« de Moscou dont même l'existence était restée inconnue pendant des décennies. Mais la publication avait également été saluée du fait de l'extraordinaire qualité du travail d'érudition et d'annotation critique réalisé par une équipe de huit historiens, parmi les meilleurs connaisseurs du champ. À cette source principale avaient été adjointes diverses sources annexes – en particulier les notes que Himmler prenait au cours d'une discussion téléphonique ou après une rencontre avec Hitler ou tel autre haut responsable nazi. Mais surtout, en compulsant l'ensemble des archives disponibles, les éditeurs étaient parvenus à faire parler ce qui n'était en somme qu'une simple liste de rendez-vous: ils avaient reconstitué ce qui avait été discuté lors de ces rencontres et de ces réunions, ce qui avait été décidé et comment cela avait été mis en œuvre.

Le lecteur se trouva ainsi dans la position de suivre, jour après jour, et même heure après heure, l'activité de Himmler dont les responsabilités étaient, à l'époque déjà, multiples et comprenaient en particulier la politique antijuive. En 2013, cette première édition s'est trouvée complétée par une autre, portant cette fois sur l'année 1940 et se fondant non sur l'agenda professionnel de Himmler, mis au point par ses services, mais sur son agenda de poche, conservé en Allemagne et sur lequel, du fait de sa petite taille, le chef de la SS ne pouvait noter que des indications sommaires. Dans l'édition critique, ces informations lapidaires se trouvaient elles aussi complétées grâce à une documentation



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand

¹ Peter Witte, Michael Wildt, Marina Voigt, Dieter Pohl, Peter Klein, Christian Gerlach, Christoph Dieckmann et Andrej Angrick, Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42, Hamburg 1999.

archivistique annexe². L'année suivante, ce furent, en anglais cette fois et de manière moins érudite, les premiers mois de l'année 1945 de l'agenda professionnel de Himmler qui furent à leur tour publiés: ils étaient conservés en Allemagne au Bundesarchiv³.

Le nouveau volume publié en 2020 s'inscrit donc dans une tradition d'érudition solidement établie et à laquelle elle ne dépare pas. Le volume couvre cette fois les années 1943 à 1945 et repose essentiellement sur le millier de pages du *Dienstkalender* de Himmler découvertes en 2013 dans les archives russes. À l'origine, cet ensemble archivistique avait été saisi par les armées soviétiques en même temps que la partie relative à 1941/1942 publiée en 1999 et il avait été envoyé en URSS au même moment, à l'automne 1945, en même temps que plus de 2600 caisses de documents. Puis le lot s'était retrouvé, sans qu'on puisse vraiment l'expliquer, non pas dans les «archives spéciales» du ministère soviétique de l'Intérieur, mais dans les archives centrales à Podolsk, avec les archives de la Wehrmacht. C'est dans le cadre d'une campagne de digitalisation de ces fonds par l'Institut historique allemand de Moscou, en accord avec le ministère russe de la Défense, que le dossier mal classé put être identifié et mis à la disposition des chercheurs par cette édition critique de grande qualité. Il convient de citer nommément tous les membres de l'équipe scientifique: Matthias Uhl, Thomas Pruschwitz, Martin Holler, Jean-Luc Leleu et Dieter Pohl, ce dernier étant le seul à avoir participé aux deux publications majeures, celle de 1999 et celle de 2020.

Les méthodes employées sont les mêmes. Le document central – l'agenda professionnel – se trouve enrichi par divers autres fonds contemporains: notes de Himmler sur ses discussions téléphoniques ou ses rencontres, listes de personnes conviées à sa table, etc. Et les éditeurs ont lus toutes les archives contemporaines pour essayer de reconstituer le contenu de ces rencontres. C'est dans la manière dont ces informations sont ordonnées que les éditeurs s'écartent du modèle initial. En 1999 comme en 2013, toutes les informations ainsi recueillies venaient nourrir les notes infrapaginales. Dans l'édition proposée par Matthias Uhl et ses collègues, elles sont réparties entre l'appareil critique proprement dit et de courts textes qui, placés après la liste des rendez-vous du jour, éclairent tel ou tel aspect marquant de la journée ou font au contraire le point sur ce qu'on sait par ailleurs de l'activité de Himmler ce jour-là, sans que cette activité puisse être reliée directement à ses rencontres.

On ajoutera enfin que les éditeurs ont pris la peine de rédiger pour chaque trimestre une introduction sur les principales évolutions perceptibles au cours des trois mois suivants: c'est une manière

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2021.4.85143](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85143)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand

² Markus Moors, Moritz Pfeiffer (dir.), Heinrich Himmlers Taschenkalender 1940, Paderborn 2013.

³ Peter Witte, Stephen Tyas, Himmler's Diary 1945. A Calendar of Events Leading to Suicide, Stroud 2014.

d'inviter le lecteur à se lancer dans la lecture et lui fournir les grands repères nécessaires à sa compréhension. Ces textes, tout comme l'introduction générale d'une quarantaine de pages, visent à l'évidence à satisfaire la curiosité d'un public plus large que le lectorat captif d'une source aussi austère. On ne peut que s'en féliciter, même s'il semble peu probable que le cercle des lecteurs s'en trouve considérablement élargi. L'agenda professionnel de Himmler, même enrichi par d'autres sources, même explicité par un travail d'érudition sans faille, n'a d'intérêt véritable que pour les spécialistes du champ, pour lesquels il constitue une source indispensable. Nul doute donc que, pour l'historien travaillant sur les dernières années du III^e Reich, celles de »l'organisation de la terreur«, la consultation de cette publication de source deviendra un nouveau réflexe...

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2021.4.85143](https://doi.org/10.11588/frrec.2021.4.85143)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Luc Verpoest, Leen Engelen, Rajesh Heynicks, Jan Schmidt, Pieter Uyttenhove, Pieter Verstraete (ed.), Revival after the Great War. Rebuild, Remember, Repair, Reform, Leuven (Leuven University Press) 2020, 354 p., ISBN 978-94-6270-250-9, EUR 29,50.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Anna Karla, Köln

»Revival« ist der zweite Sammelband zur Kriegsbewältigung in der europäischen Geschichte des 20. Jahrhunderts, den der belgische Architekturstoriker Luc Verpoest als Emeritus an der Katholieke Universiteit Leuven federführend herausgegeben hat. Stand im gemeinsam mit Nicholas Bullock publizierten Band »Living with History« aus dem Jahr 2011 der diachrone Vergleich zwischen erster und zweiter Nachkriegszeit im Vordergrund und lag der Fokus auf dem Wechselspiel aus materiellem Wiederaufbau und Denkmalschutz, fasst der nun vorliegende Sammelband seinen Gegenstand chronologisch enger, inhaltlich jedoch breiter¹.

»Revival« steht als Oberbegriff für ein Spektrum an Phänomenen von der Anpassung materieller Gegebenheiten und physischer Zustände bis hin zu kulturellen Deutungsakten im Umgang mit den Kriegsfolgen. Der Zeitraum der Untersuchungen ist mit der Chiffre »nach dem Großen Krieg« grob abgesteckt: Er umspannt im Wesentlichen die Jahre zwischen Waffenstillstand und Ruhrkrise, wobei letztere als Zäsur der Politik- und Wirtschaftsgeschichte im hiesigen Zusammenhang ausgespart bleibt und der Waffenstillstand als ereignisgeschichtliche Wegmarke eine Nebenrolle einnimmt. Hinzu kommen substantielle Rückgriffe auf die Zeit des Weltkriegs, die auf der richtigen Feststellung beruhen, dass Prozesse des Reparierens, des Wiederaufbaus, aber auch des Erinnerns keine alleinigen Phänomene der Nachkriegszeit waren, sondern bereits kurz nach Kriegsbeginn einsetzten (vgl. S. 17).

Im geografischen Zuschnitt ähnelt der Band dem Vorgänger von 2011, indem er den Schwerpunkt auf Westeuropa und insbesondere Belgien legt. Gut die Hälfte der insgesamt siebzehn Beiträge behandelt belgische Fallbeispiele zu Architektur und Stadtplanung, Denkmalbau und Gedenkpraktiken sowie Projekte der *Re-education* nach der Demobilisierung. Eine transnationale Erweiterung erfährt die belgische Geschichte im Beitrag von María Inés Tato, die mit dem argentinischen Schriftsteller und Journalisten Roberto J. Payró einen Augenzeugen der deutschen Besatzung in Belgien und der Phase des Wiederaufbaus zu Wort kommen lässt. Pierre Pursegles informativer Beitrag



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Nicholas Bullock, Luc Verpoest (Hg.), *Living with History 1914–1964. Rebuilding Europe after the First and Second World Wars and the Role of Heritage Preservation*, Leuven 2011.

zu den städtebaulichen Folgen der Kriegszerstörungen in Frankreich und Belgien eröffnet ebenfalls eine transatlantische Perspektive, indem er das US-amerikanische Engagement im westeuropäischen Wiederaufbau betont. Jenseits des franko-belgischen Schwerpunkts bewegt sich der Beitrag von Helen E. M. Brooks zu Weltkriegserinnerungen im britischen Theater der Zwischenkriegszeit. Südeuropa dominiert in den Aufsätzen von Caroline García Sanz zum spanischen Feminismus, von Ana Paula Pires zur Transition von der Kriegs- in die Nachkriegswirtschaft in Portugal sowie in der vergleichenden Betrachtung von Simonetta Polenghi zum Umgang mit Kriegsversehrten in Italien und Deutschland. John Horne fokussiert mit seinem Abschlusskommentar den urbanen Wiederaufbau im schwer zerstörten Saloniki, den Ausbau von Universitäten und Studentenwohnheimen in Leuven und Paris und den Neubau des Völkerbundpalastes in Genf, der nach einem 1927 ausgeschriebenen Wettbewerb in neoklassizistischem Stil erfolgte, nachdem Le Corbusiers Gegenentwurf eines Glas-Betonbaus auf Stehlen abgelehnt worden war.

Hornes abschließender Dreiervergleich ist symptomatisch für den Ertrag und die Stoßrichtung des gesamten Bandes. So verdeutlichen die post-imperialen Konstellationen an den Rändern des zerfallenden Osmanischen Reichs, die amerikanischen Interessen in der materiellen Ausgestaltung der westeuropäischen Bildungslandschaft und die internationalen Debatten um die Ästhetik des Völkerbunds, dass die Phase des Wiederaufbaus nach dem Ersten Weltkrieg nicht in nationalen Containern erforscht werden kann, sondern transnationale und internationale Gemengelagen immer mitgedacht werden müssen. Hornes Wahl der Fallbeispiele offenbart aber auch, dass der Band trotz des breit angelegten Titels das »Revival« im Kern als eine Kategorie der Architekturgeschichte versteht. Ergeben sich aus diesem Zugriff fraglos erhellende Detailstudien, so hat er doch seinen inhaltlichen Preis, weil er im Blick auf die bebaute Umwelt allgemeine historische Entwicklungen voraussetzt, anstatt sie aus dem Blickwinkel der zu bebauenden Umwelt prozessual zu untersuchen. Die Annahme, dass sich Wiederaufbautätigkeit entfaltete, »when international relations had been sufficiently restored« (S. 17), setzt dort chronologische Sukzession voraus, wo der Fokus auf Überlappungen und wechselseitigen Durchdringungen liegen sollte. Kritisch zu bewerten ist auch die Überbetonung eines zentralen, gleichsam ausstrahlenden westeuropäischen Kernlands des »Revival«, das Beispiele aus anderen europäischen Regionen eher marginalisiert, anstatt ihnen eigene Gültigkeit zu verleihen oder sie in alternativen regionalen Bezügen zu verorten. Vielversprechend erscheint es deshalb im Sinne von Pierre Purseigles erhellendem Beitrag, Phänomene des physischen Neuanfangs künftig als »Synekdoche« (S. 41) zu begreifen, die zentrale politische, wirtschaftliche und kulturelle Entwicklungen nach dem Ersten Weltkrieg nicht voraussetzt, sondern einschließt.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)